855 rue René Descartes
13100 AIX-EN-PROVENCE

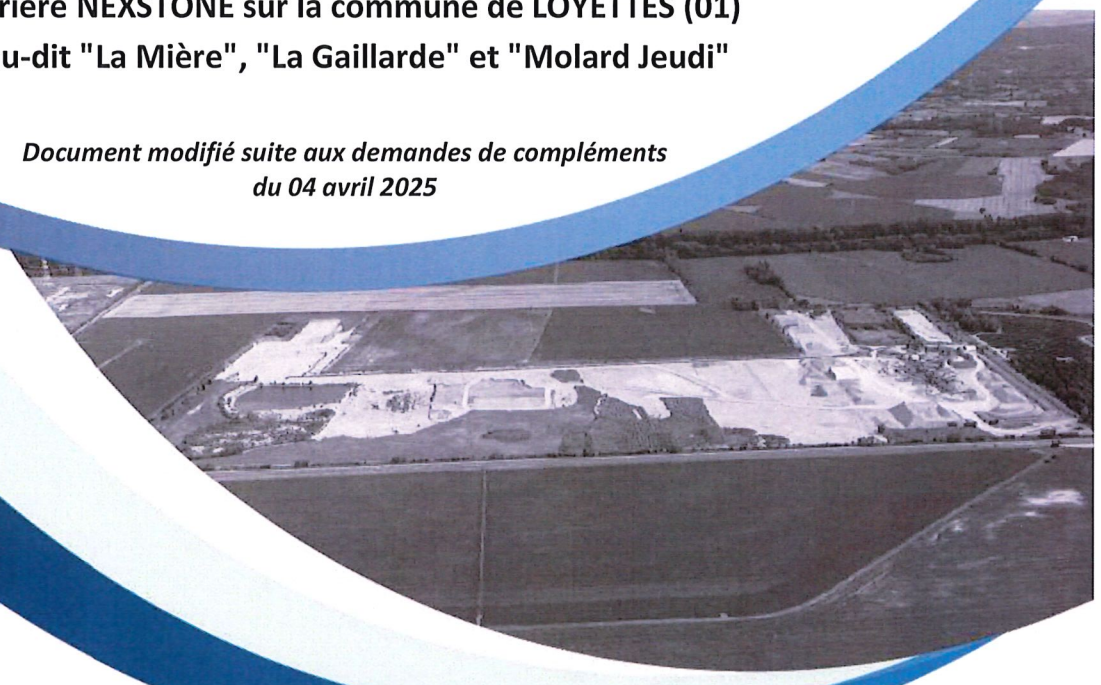
DEMANDE D'AUTORISATION DE RENOUVELLEMENT ET D'EXTENSION D'UNE INSTALLATION CLASSEE POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

PIÈCE JOINTE N°3 – JUSTIFICATIF DE MAÎTRISE FONCIÈRE DU TERRAIN

(3° de l'article R.181-13 du Code de l'Environnement)

Carrière NEXSTONE sur la commune de LOYETTES (01)
Lieu-dit "La Mière", "La Gaillarde" et "Molard Jeudi"

Document modifié suite aux demandes de compléments du 04 avril 2025



GEOENVIRONNEMENT
25, rue de la Petite Duranne – Résidence Le Calypso
13290 AIX-EN-PROVENCE - Tél. : 04 28 70 00 65

Septembre 2025

Suivi du document :

Version	Date	Objet de la mise à jour	Rédaction	Vérification
1.0	Janvier 2025	Rédaction initiale du document	Alison MOINE Chargée d'études GÉOENVIRONNEMENT **GEOENVIRONNEMENT** Le Calypso 25 rue de la Petite Duranne 13290 AIX-EN-PROVENCE SIREN : 514 127 489	Perrine CARAYOL Chef de projets GÉOENVIRONNEMENT **GEOENVIRONNEMENT** Le Calypso 25 rue de la Petite Duranne 13290 AIX-EN-PROVENCE SIREN : 514 127 489
2.0	Juillet 2025	Réponse aux demandes de complément du 04 avril 2025	Alison MOINE Chargée d'études GÉOENVIRONNEMENT **GEOENVIRONNEMENT** Le Calypso 25 rue de la Petite Duranne 13290 AIX-EN-PROVENCE SIREN : 514 127 489	Perrine CARAYOL Chef de projets GÉOENVIRONNEMENT **GEOENVIRONNEMENT** Le Calypso 25 rue de la Petite Duranne 13290 AIX-EN-PROVENCE SIREN : 514 127 489
3.0	Septembre 2025	Mise à jour du VNEI en réponse aux demandes de complément du 04 avril 2025 et mise à jour du nom du pétitionnaire	Anne SCOTTI Chargée d'études GÉOENVIRONNEMENT **GEOENVIRONNEMENT** Le Calypso 25 rue de la Petite Duranne 13290 AIX-EN-PROVENCE SIREN : 514 127 489	Perrine CARAYOL Chef de projets GÉOENVIRONNEMENT **GEOENVIRONNEMENT** Le Calypso 25 rue de la Petite Duranne 13290 AIX-EN-PROVENCE SIREN : 514 127 489

AVANT PROPOS

La présente demande d'autorisation de renouvellement et d'extension de la carrière de Loyettes porte sur **[Figure 1]** :

- ✓ Un périmètre autorisé de 1 264 198 m² ;
- ✓ Un périmètre d'extraction de 510 811 m².

Le détail des parcelles et superficies concernées est reporté dans le tableau suivant **[Tableau 1]**.

Tableau 1. Liste des parcelles concernées par le projet

	Commune	Lieu-dit	Section	N° parcelle	Superficie (m²)	Surface projet	
						Périmètre d'autorisation (m²)	Périmètre d'extraction (m²)
SECTEUR SUD	LOYETTES	La Gaillarde	C	241 *(pp[1])*	734 066	715 316	-
	Sous-total des parcelles secteur Sud :					**715 316**	**-**
SECTEUR NORD	LOYETTES	La Mière	C	161 *(pp)*	37 424	24 975	23 728
		La Mière	C	243	10 664	10 390	9 664
		La Mière	C	258	76 325	76 325	68 463
		La Mière	C	290	2 299	2 299	2 169
		La Mière	C	292	2 273	2 222	2 093
		La Mière	C	294	2 259	2 215	2 083
		La Mière	C	296 *(pp)*	675 121	57 216	53 954
		La Mière	C	298	46 404	46 404	43 815
		La Mière	C	300	227 380	227 380	218 526
		Molard Jeudi	D	348 *(pp)*	441 154	87 327	78 952
		La Mière	Chemin non cadastré		-	12 129	7 364
	Sous-total des parcelles secteur Nord :					**548 882**	**510 811**
	TOTAL SURFACE PARCELLAIRE :					**1 264 198**	**510 811**

La société NEXSTONE dispose de la maîtrise foncière de l'ensemble des parcelles par contrat de foretage. L'attestation de maîtrise foncière est présentée en ANNEXE du présent document.

[1] *(pp) : Pour partie*

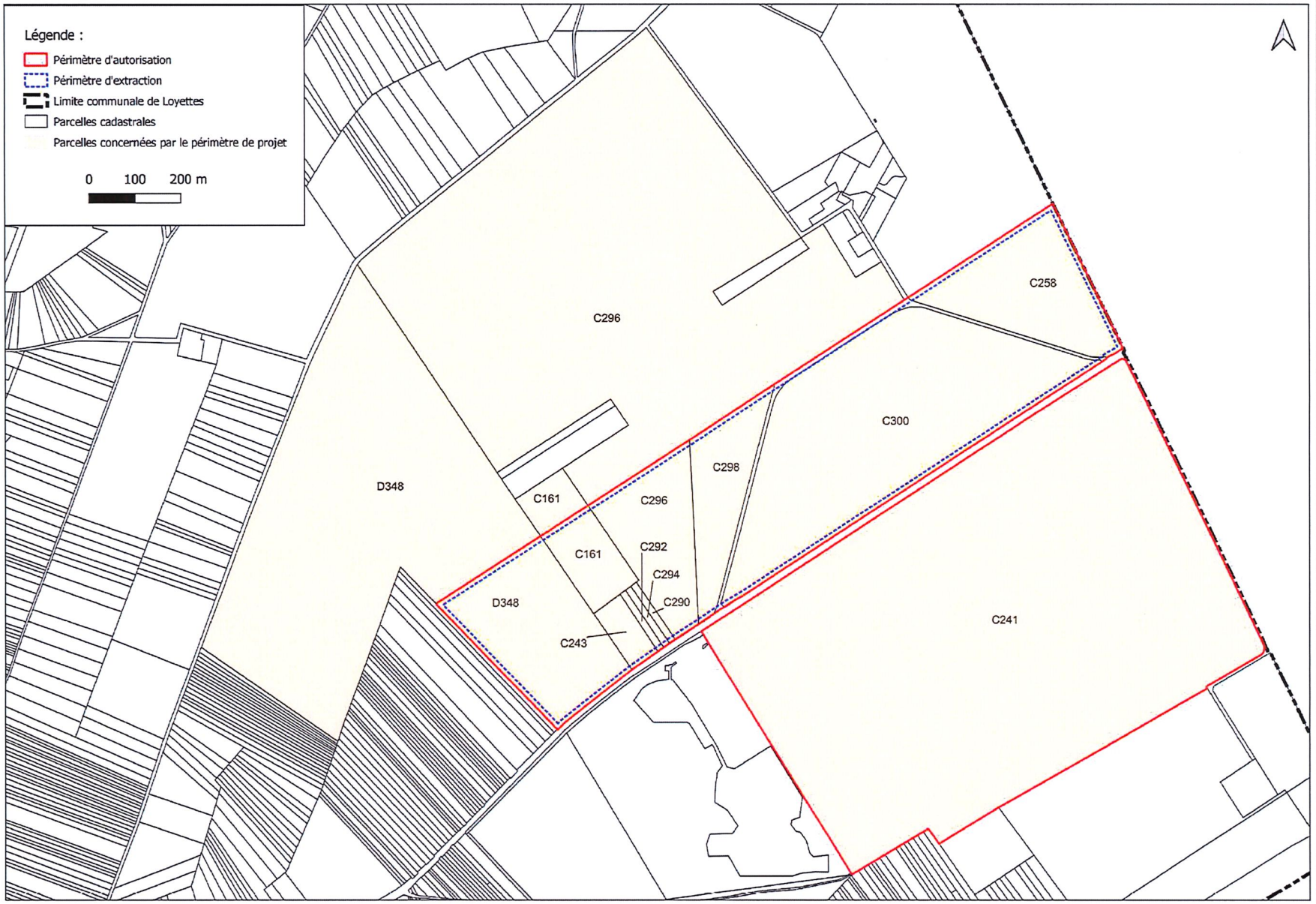


Figure 1. Plan parcellaire cadastral du projet

ANNEXE 1 – MAITRISE FONCIÈRE DES PARCELLES C 241, 258, 298 ET 300

AVENANT n° 4 AU BAIL A CARRIERE DU 16/12/2002

ENTRE LES SOUSSIGNES :

ELECTRICITE DE France (EDF) société anonyme dont le siège est à PARIS 75008 22-30 avenue de WAGRAM enregistrée au siren sous le n° 552-081-317 immatriculée au registre du commerce et des sociétés de PARIS prise en la personne de Monsieur XAVIER URSAT, Directeur Exécutif Groupe en charge de la Direction Stratégie, Technologies, Innovation et Développement d'EDF, en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par Monsieur Luc REMONT, Président Directeur Général d'ELECTRICITE DE FRANCE SA, aux termes d'une délégation de pouvoir en date du 9 avril 2024.

Ci-après désignée par « **EDF** »

DE PREMIERE PART

La Société CARRIERES ET MATERIAUX SUD-EST société par actions simplifiées au capital de 17 637 624 euros dont le siège social est situé 855 rue Rene Descartes 13290 Aix-en-Provence immatriculée au registre du commerce et des sociétés d'Aix-en-Provence sous le n° 344 843 859 représentée par Monsieur Guillaume GERBAUD, en sa qualité de Président, dûment nommé par procès-verbal du 1er avril 2021, et habilité par les statuts de la société.

Ci-après désignée par « **CMSE** »

DE SECONDE PART

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

Par acte notarié du 26 février 2024, EDF s'est vu concéder à compter de cette date la propriété des parcelles anciennement détenues par la SCI DES SABLIERES, à savoir les parcelles cadastrées section C n° 241, 258, 298 et 300, d'une contenance cadastrale totale de 108 ha 41 are 75 ca, situées sur la commune de LOYETTES, et faisant l'objet du bail à carrière du 16 décembre 2002.

Dans le cadre de cette acquisition, EDF s'est rapprochée de CMSE pour envisager les modalités de résiliation partielle à l'amiable du Bail à Carrière correspondant à :

- l'arrêt du remblaiement dans l'ensemble des zones 1 et 2 de la parcelle cadastrée section C n° 241 à compter de novembre 2023 ;
  Cf. annexe 1 – plan de géomètre identifiant les zones 1, 2 et 3

- l'arrêt de l'extraction dans la zone 1 de la parcelle cadastrée section C n° 241 à compter de novembre 2023 ;

- la libération de la parcelle cadastrée section C n° 241 au plus tard le 31 décembre 2026 (cf. définition article 1 du Protocole transactionnel).

Par voie de conséquence, les parties modifient le Bail à Carrière selon le présent avenant.

CECI AYANT ETE RAPPELE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1er : les parties modifient l'article « *DESIGNATION* » du bail à carrière de la façon suivante :

i) à compter de la signature de l'avenant et jusqu'au 31 décembre 2026 , les parcelles cadastrées section C n° 241, 258, 298 et 300 font l'objet du bail à carrière ;
ii) à compter du 1er janvier 2027, les parcelles cadastrées section C n° 258, 298 et 300 font seules l'objet du bail à carrière.

Article 2 : les parties modifient l'article « *REDEVANCES ET PAIEMENT* » défini au bail à carrière de la façon suivante :

Redevance d'extraction :

CMSE réalise chaque année à ses frais le relevé d'extraction par géomètre pour déterminer le tonnage de matériaux extraits entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'exercice considéré (année n), et l'adressera à EDF avant le 31 janvier de l'exercice suivant (année n+1).

En conséquence, l'article 2 de l'avenant au bail n°2 du 20 mai 2015 est supprimé.

Redevance de remblaiement :

CMSE :

- Procède au remblaiement conformément à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2003, et notamment l'article 8.4 « *admission et gestion des déchets inertes pour le remblaiement dans le cadre de la remise en état* » tel que modifié par l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 novembre 2021 ou tout autre arrêté préfectoral à intervenir.
- Réalise chaque année à ses frais le relevé de remblaiement par géomètre déterminant le tonnage d'inertes enfouis entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'exercice considéré (année n), et l'adressera à EDF avant le 31 janvier de l'exercice suivant (année n+1) ;
- Adresse à EDF avant le 30 janvier de chaque exercice une copie du registre d'admission des déchets de l'exercice considéré visé à l'article 8.4.2.10 « *Registre d'admission* » de l'Arrêté Préfectoral du 24 juin 2003 tel que prévu par l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 novembre 2021.

L'article 4 de l'avenant n°2 est modifié comme suit :

« *Dans l'hypothèse où CMSE serait amenée à traiter après le 31 décembre 2028 sur les parcelles C 258,*

298 et 300 des matériaux provenant de parcelles n'appartenant pas à EDF, CMSE sera redevable d'un loyer calculé conformément au dernier alinéa de l'article « DUREE » du bail à carrière du 16 décembre 2002, sauf si ces matériaux sont issus des parcelles cadastrées section C n° 161, 243, 290, 292, 294, 296 et section D n° 348 situées à LOYETTES (01360) ».

Article 3 : les parties modifient l'article « *5. REMISE EN ETAT* » du bail à carrière de la façon suivante :

Lorsque les ressources possibles au gisement des parcelles faisant l'objet des présentes seront épuisées, le preneur s'oblige expressément à remettre en état les parcelles louées, conformément à l'arrêté préfectoral d'autorisation alors applicable.

Il en sera de même en fin de bail, si l'une des parties a renoncé à sa reconduction dans les conditions prévues sous la rubrique durée.

Il en sera de même lors de la libération de la parcelle cadastrée section C n° 241 suivant la résiliation partielle du présent bail à carrière

Les parties se réunissent au moins une fois par an jusqu'à la libération effective pour s'assurer que la procédure de remise en état de la parcelle cadastrée section C n° 241 est mise en œuvre conformément à l'arrêté préfectoral applicable.

Article 4 : Le deuxième alinéa du point 2 « *IMPOTS* » du paragraphe « *CHARGES ET CONDITIONS* » du Bail à Carrière est supprimé.

Article 5 : les autres dispositions du bail à carrière restent inchangées.

Article 6 : le présent avenant et ses annexes forment un tout indivisible.

Article 7 : le présent avenant entrera en vigueur à compter de la signature du Protocole transactionnel de résiliation partielle du bail à carrière pour la carrière de LOYETTES.

Fait en deux exemplaires à Paris, le 17 juillet 2024

ELECTRICITE DE FRANCE (EDF) Représentée par : Monsieur XAVIER URSAT Directeur Exécutif Groupe en charge de la Direction Stratégie, Technologies, Innovation et Développement d'EDF Lu et approuvé Xavier URSAT Signé le 17/07/2024 Signé et certifié par yousign	**La Société CMSE,** Représentée par Monsieur Guillaume GERBAUD, Président de CMSE : Lu et approuvé Guillaume GERBAUD Signé le 17/07/2024 Signé et certifié par yousign

Annexe :

Annexe 1 : Plan de géomètre du 22 avril 2024 précisant l'état du terrain et notamment les zones 1, 2 et 3

Nouveau Bail Loyettes

ANNEXE 1

VISÉ POUR TIMBRE ET ENREGISTRÉ A LA RECETTE
DE LYON SUD LE 31 DEC. 2002
F. 528 Bis / 8
REÇU : soixante-douze €
LE DIRECTEUR : 72,00 €
SIGNATURE : PAR LE RECEVEUR PRINCIPAL

BAIL A CARRIERE

ENTRE LES SOUSSIGNEES

- La SCI des SABLIERES, au capital de 383.250 €uros, dont le siège social est à SAINT PRIEST (69800), 13, Route de Lyon, immatriculée au RCS de LYON (RHONE) sous le n° 385 208 822, représentée par Monsieur Joseph PERRIER, agissant en qualité de Cogérant,

D'une part,

ET

- La Société Anonyme CARRIERES ET TRAVAUX DE PORT GALLANT - CTPG, Société Anonyme au capital de 385.000 €uros, dont le siège social est à SAINT MAURICE DE GOURDANS (AIN), PORT GALLAND, immatriculée au RCS de BOURG EN BRESSE sous le n° 772 200 408, représentée par Monsieur Jean-Lou BILLARD, agissant en qualité de Président Directeur Général,

D'autre part,

IL EST RAPPELE CE QUI SUIT

La SCI des SABLIERES est propriétaire de 85 ha 31 a 48 ca dont 47 ha 38 a 03 ca en zone de carrière située en zone NCC au POS de Lagnieu, qui, par acte sous seing privé du 1er juillet 1993 modifié par avenant du 2 juin 2000, sont loués à la S.A. CTPG.

La SCI des SABLIERES loue également les parcelles dont elle est devenue ou deviendrait propriétaire dans les zones NCC précitées.

La SCI des SABLIERES a engagé pour une partie des terrains lui appartenant, une procédure d'échange de terrains avec le Syndicat Mixte de la Plaine de l'Ain.

La SCI des SABLIERES cède par les présentes à la Société CTPG, qui accepte, le droit d'exploitation ci-après défini, sur les terrains dont la SCI sera propriétaire sur la Commune de Loyettes.

De son côté, la Société CTPG renonce à tout droit en indemnités quelconques sur les parcelles échangées par la SCI au Syndicat Mixte de la Plaine de l'Ain sur la Commune de Lagnieu.

DESIGNATION

Toutes les parcelles de terrains à usage de carrières dont la SCI des SABLIERES sera propriétaire sur la commune de Loyettes.

DUREE

Le présent bail est fait pour la durée de l'autorisation d'exploitation et de ses renouvellements.

Six mois avant le 30 avril 2014, les parties conviennent de se réunir afin de redéterminer les nouvelles valeurs de la redevance d'extraction et de la redevance de remblaiement.

A défaut d'accord entre les parties sur la fixation du taux des redevances dans le délai d'un mois suivant la date de la réunion, la partie la plus diligente pourra demander la saisine d'un expert indépendant mentionné ci-après, et devra en notifier les autres parties.

La mission de l'expert sera de déterminer le montant du taux de la redevance d'extraction et de remblaiement, le cas échéant avec le concours de tout technicien de son choix.

A cet effet, l'expert devra :

- Prendre connaissance des présentes,
- Tenir compte de tous mémoires ou pièces que les parties lui auront adressés dans les quinze (15) jours suivant l'acceptation par l'expert de sa désignation,
- Tenir compte de toutes les dépositions orales ou écrites complémentaires qu'il aura souhaité obtenir, à condition toutefois que les dépositions orales aient été faites en présence de toutes les parties.

Les parties s'engagent à faciliter l'accès par l'expert à tout moment de cette procédure à tout document et information complémentaires que l'expert jugera utiles pour la résolution du différend qui lui aura été soumis.

Durant le déroulement de la procédure, l'expert devra respecter scrupuleusement le principe du contradictoire. Ainsi, chaque partie devra communiquer simultanément à l'autre partie les documents et pièces qu'elle adresse à l'expert, et l'expert devra accuser réception auprès des deux parties de toutes les pièces qu'il aura reçues.

L'expert agira en qualité d'expert indépendant dans le cadre des dispositions de l'article 1592 du Code Civil. Si les parties ne s'entendent pas sur la désignation dans un délai de quinze (15) jours à compter de la demande de désignation émanant de la partie la plus diligente ou si l'expert refuse sa mission, l'expert sera désigné par le Président du Tribunal de Commerce de LYON agissant en référé à la requête de la partie la plus diligente.

L'expert devra notifier sa décision aux parties par écrit au plus tard avant le 30 avril 2014. Cette décision liera les parties en tous ses éléments et sera définitive et insusceptible de recours quel qu'il soit.

Les honoraires et frais de l'expert seront supportés à parts égales entre les parties.

La présente convention pourra encore prendre fin à l'initiative du preneur seul, avant son terme normal, à quelque époque que ce soit, sans aucune indemnité ni de part, ni d'autre, dans les cas suivants :

a) Epuisement constaté du gisement

b) Prescriptions administratives, de caractère général ou particulier ayant pour effet de rendre l'exploitation impossible.

c) Retrait ou défaut de renouvellement des autorisations administratives délivrées à la Société pour exploiter la carrière ou les installations de traitement.

Toutefois, dans l'un des cas ci-dessus, la Société CTPG aurait la faculté de renoncer à la résiliation anticipée des présentes conventions et d'opter pour leur continuation par simple occupation des terrains concédés sur lesquels il pourrait maintenir ses installations pour traiter des matériaux de provenance étrangère au gisement desdits terrains.

Dans ce cas, un bail commercial sera signé entre la SCI des SABLIERES et CTPG déterminant les emprises et les surfaces concernées.

DROITS D'EXPLOITATION

Pendant toute la durée du bail et à la condition expresse et déterminante qu'il se conforme aux clauses et conditions ci-après stipulées, le preneur aura le droit, en vertu des présentes, de procéder pour son compte à l'exploitation de carrières de graviers à ouvrir dans les terres louées et d'en extraire le gravier qui s'y trouve, moyennant la redevance à la tonne de matériaux extraits ci-après fixée.

Le propriétaire pourra vendre tout ou partie de ses terrains. Dans ce cas, l'acte de cession du terrain à un tiers devra mentionner l'existence du présent contrat et des droits et obligations qui y sont attachés. Il devra également comporter l'engagement de l'acquéreur de poursuivre l'exécution du présent contrat aux mêmes conditions.

CHARGES ET CONDITIONS

La présente convention est faite sous les charges et conditions suivantes, que le preneur s'oblige expressément à exécuter ou à respecter, à peine de tous dépens, dommages-intérêts et même de résiliation de plein droit, si bon semble au bailleur, un mois après une sommation demeurée infructueuse.

1. Obligation de garantie

   Le preneur prendra les immeubles loués dans l'état où il les trouvera au jour de la prise de possession, sans pouvoir exercer aucun recours contre le bailleur pour mauvais état de ces immeubles, erreur dans la désignation ou la contenance, même si celle-ci excédait en plus ou en moins un vingtième, pour mauvaise qualité ou insuffisance de graviers, pour toutes difficultés d'extraction ou d'exploitation, qu'elles proviennent de l'état de la carrière, d'une réglementation administrative quelconque ou de circonstances économiques, le bailleur n'ayant d'autres obligations à garantir vis à vis du preneur que celle consistant à lui assurer la jouissance paisible des immeubles loués.

2. Impôts

Le preneur acquittera à leurs échéances, à partir du jour de son entrée en jouissance, les impôts, taxes et contributions auxquels pourra donner lieu tant le bail ci-dessus que l'exploitation proprement dite des carrières.

Le preneur supportera l'impôt foncier jusqu'à la déclaration d'abandon des parcelles acceptée par l'Administration.

3. Prise de possession

Le preneur devra se conformer à toutes les prescriptions administratives et de police, pour tout ce qui concerne l'exploitation des carrières, notamment en ce qui concerne les distances à observer entre carrières et chemins, et les précautions à prendre pour prévenir les accidents et le respect de l'environnement.

Le bailleur ne devra pas être inquiété du fait de l'activité exercée par le preneur qui fera son affaire de toute réclamation éventuelle de tiers.

4. Modalités de l'exploitation

L'exploitation devra avoir lieu à ciel ouvert.

Le preneur aura le droit d'édifier sur les terrains loués les constructions, installations nécessaires à son activité, notamment des installations de concassage, criblage, installations de postes fixes ou mobiles, ainsi que des constructions légères pour servir de bâtiments et d'abris aux ouvriers pendant leur repos ou leur travail. Toutefois, ces constructions n'auront qu'un caractère précaire, le preneur devant les faire disparaître lorsque la convention prendra fin. En conséquence, le preneur devra restituer les immeubles ci-dessus désignés conformément aux prescriptions de l'Arrêté Préfectoral et de l'étude d'impact.

Le preneur devra prendre toutes les précautions utiles pour prévenir tous éboulements des terrains voisins, faire à cet égard tous travaux de soutènement qui seraient nécessaires, notamment le long des chemins, pour prévenir tous dommages aux tiers, de façon que le bailleur ne puisse en aucun cas être inquiété ni recherché par les propriétaires ou occupants des terrains voisins ou par l'Administration des Ponts et Chaussées.

A cet effet, il devra laisser non exploitée, le long de chaque propriété limitrophe, une bande de terrain conforme aux diverses réglementations actuellement en vigueur, sauf le long des parcelles riveraines qui feraient l'objet, à son profit, d'un bail de carrière.

5. Remise en état

Lorsque les ressources possibles du gisement des parcelles faisant l'objet des présentes seront épuisées, le preneur s'oblige expressément à remettre en l'état les parcelles louées, conformément à l'Arrêté Préfectoral.

Il en sera de même en fin de bail, si l'une des parties a renoncé à sa reconduction dans les conditions prévues sous la rubrique durée.

S'il obtient l'autorisation de remblayer, il s'engage à remettre en surface cinquante centimètres de grave argileuse et trente centimètres de terre végétale, et de manière générale, il se conformera aux prescriptions de l'Arrêté Préfectoral, notamment sur la qualité des remblais et en assumera seul la responsabilité.

6. Le preneur, au fur et à mesure de la remise en état des parcelles, effectuera auprès de l'Administration, les déclarations correspondantes et le bailleur en reprendra possession dès l'acceptation par l'Administration (au minimum tous les cinq ans).

7. Cession, sous-location

Le preneur ne pourra céder le droit résultant à son profit de la présente convention, ni sous-louer la carrière en tout ou en partie, sans l'agrément exprès et par écrit du bailleur. Dans cette hypothèse, le preneur demeurerait co-obligé, solidairement avec ses cessionnaires ou sous-locataires, à toutes les charges et conditions résultant des présentes.

Le preneur ne pourra faire apport des droits résultant des présentes à toute Société ou personne morale créée ou à créer, de quelque forme qu'elle soit, sans l'agrément exprès et par écrit du bailleur, sauf pour les apports effectués à une Société du Groupe COLAS S.A., à charge pour elle de satisfaire exactement aux diverses conditions des présentes conventions.

8. Frais

Le preneur paiera tous les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites.

De même, les frais de géomètre-expert, choisi d'un commun accord, (cubage à mensuration), et ceux occasionnés par l'exécution des présentes, ainsi que le coût éventuel des sommations à délivrer, seront supportés par le preneur qui s'y oblige expressément.

9. Clause expresse et déterminante

Toute infraction aux charges et conditions contenues dans le présent acte pourra entraîner la résiliation du bail, si bon semble au bailleur, un mois après une simple mise en demeure par lettre recommandée, sans préjudice de tous dommages-intérêts le cas échéant.

10. D'une manière générale, la Société preneur devra se conformer à toutes les règles incluses dans l'Arrêté Préfectoral et la réglementation actuellement en vigueur et concernant l'exploitation des carrières faisant l'objet des présentes, ainsi qu'à tout Arrêté Préfectoral et réglementation à venir et concernant le même objet.

11. Condition suspensive

Le présent bail à carrière est fait sous la condition suspensive de l'obtention des autorisations administratives d'exploitation par la Société CTPG et la signature de l'acte d'échange authentique des terrains entre le Syndicat Mixte de la Plaine de l'Ain et la SCI des SABLIERES.

REDEVANCES ET PAIEMENT

Redevance d'extraction

Redevance de remblaiement

RESILIATION DU BAIL

A défaut de paiement à son échéance d'une seule redevance, comme aussi à défaut par le preneur de faire établir par un géomètre expert le tonnage exploité en fin d'année, la présente convention sera résiliée de plein droit, si bon semble au bailleur, un mois après une simple mise en demeure par lettre recommandée demeurée infructueuse.

A cet effet, il est ici précisé que, en cas de résiliation du présent bail pour quelque cause que ce soit, le bailleur pourra alors reprendre possession des terrains immédiatement et les relouer à qui bon lui semblera, le tout sans préjudice des dépens et des dommages intérêts éventuels, ainsi que des frais de remise en état tels que définis dans les charges et conditions des présentes.

DECLARATIONS FISCALES

Le présent contrat portant vente de matières par anticipation, il est soumis au droit fixe des actes innommés.

DECLARATIONS DES PARTIES

En cas de non réalisation des présentes, aucune indemnité ne sera due à l'une ou l'autre des parties.

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile en leur siège social respectif.

Fait à St Privat
Le 16/11/2021
En triple exemplaire.

SCI des SABLIERES	CTPG
Représentée par Joseph PERRIER,	Représentée par Jean-Lou BILLARD,

AVENANT N°1 AU BAIL A CARRIERE DU 16/12/2002

Entre les soussignés :

La SCI DES SABLIERES, au capital de 383 250 Euros, dont le siège est à SAINT PRIEST (69800), 24, rue du Lyonnais, immatriculée au RCS de LYON sous le numéro 385 208 822, représenté par Monsieur Joseph PERRIER, agissant en qualité de Cogérant,

D'une part,

et

La société PERRIER TP, société anonyme au capital de 5 174 400 Euros, dont le siège est à SAINT PRIEST (69800), 13 route de Lyon, immatriculée au RCS de Lyon sous le numéro 778 147 801, représenté par Monsieur Philippe DECARNIN agissant selon pouvoir consenti par Jean-Marc CORNUT, Président – Directeur Général en exercice

D'autre part,

Il est rappelé ce qui suit :

La société PERRIER T.P. a été autorisée par Arrêté Préfectoral du 24 juin 2003 à exploiter une partie des parcelles appartenant à la S.C.I. DES SABLIERES sur le territoire de la commune de LOYETTES, lieux dits « La Gaillarde » et « La Mière ».

Dans son article 6.3., cet arrêté prévoit avant la mise en exploitation de la carrière de LOYETTES, la réalisation d'un aménagement sécurisé pour accéder à la Route Départementale n°20.

Ces travaux nécessitent un élargissement de la RD 20, dont une partie de l'emprise intéresse une surface de 102 m² de terrains à prendre sur les parcelles appartenant à la S.C.I. DES SABLIERES, conformément au plan joint au présent avenant, à savoir :

- 62 m² sur la parcelle n° 254 au lieu dit « La Mière » non autorisée à ce jour à l'exploitation de carrière,
- 40 m² sur la parcelle n° 255 au lieu dit « La Mière » autorisée à l'exploitation de carrière par l'Arrêté Préfectoral du 24 juin 2003.

Ceci étant rappelé, il est convenu ce qui suit :

La totalité de cette surface sera cédée gratuitement au Département de l'Ain par la S.C.I. DES SABLIERES, et la société PERRIER T.P. renonce à l'exploitation de ces parties de parcelles, le volume exploitable de la carrière étant diminué d'autant sans que l'une ou l'autre des parties ne puisse demander un quelconque dédommagement à l'autre, compte-tenu du changement.

Fait à St Priest, le 02 Octobre 2006
en deux exemplaires,

S.C.I. DES SABLIERES
M. Joseph PERRIER

PERRIER TP
M. Philippe DECARNIN

GG XU

COPIE

AVENANT N°2 AU BAIL A CARRIERE DU 16/12/2002

Entre :

- **La SCI DES SABLIERES,** société civile immobilière au capital de 383.250 euros dont le siège social est à Saint Priest (69800), 24 rue du Lyonnais immatriculée au RCS de Lyon sous le numéro 385 208 822, représentée par Monsieur Joseph PERRIER, cogérant

D'une part,

- **PERRIER TP,** Société anonyme au capital de 5 174 400 euros, dont le siège social est à Saint Priest (69800), 13 route de Lyon, immatriculée au RCS de Lyon sous le numéro 778 147 801, représentée par Monsieur Jean-Michel MILLE, Président Directeur Général,

D'autre part,

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

La SCI DES SABLIERES dispose des parcelles de terrains sises sur la Commune de Loyettes et dont le sous-sol décèle un gisement de matériaux exploitable pour les besoins de l'activité industrielle de l'Exploitant.

Par un bail à carrière du 16 décembre 2002, la SCI DES SABLIERES a concédé en exclusivité à l'Exploitant le droit d'extraire sur lesdites parcelles.

Il était convenu aux termes de l'article Durée dudit bail que « *Six mois avant le 30 avril 2014, les parties conviennent de se réunir afin de redéterminer les nouvelles valeurs de la redevance d'extraction et de la redevance de remblaiement* ».

Conformément aux termes du bail les parties se réunies avant cette date afin de négocier les nouvelles valeurs applicables. Compte tenu des discussions entamées, les parties ont renoncé à recourir à l'expert indépendant visé au contrat.

A l'issue des discussions entre elles, les parties se sont accordées sur les termes figurant au présent avenant n°2 du bail de carrières du 16 décembre 2002.

CECI AYANT ETE RAPPELE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 :

Les Parties entendent par la présente modifier l'article « *Redevances et Paiement* » défini au bail initial de la façon suivante:

GG XU

Révision : Cette redevance est révisée une fois par an, au 1er janvier de chaque année, et pour la première fois le 1er Janvier 2016, en fonction de l'évolution de l'indice FM0D 081218 publié par l'INSEE, « *Sables, Graviers, Gravillons, Graves alluvionnaires* » avec indice de base de juin 2014 soit 116 selon la formule suivante :

$$Rn = Ro \times \frac{In}{Io}$$

Dans laquelle :

Ro = redevance /m3
Rn = redevance révisée de l'année « n »
In = indice FM0D 081218 du mois de juin N-1
Io = indice FM0D 081218 du mois de juin 2014 soit 116

Modalités de facturation :

Les factures d'acomptes seront établies trimestriellement au 1er janvier, 1er avril, 1er juillet et 1er octobre de chaque année et s'élèveront au quart de la redevance annuelle minimum calculée comme indiqué ci-dessus sur la base d'une cubature annuelle de 66.666 m3.

A fin novembre de chaque année, un relevé topographique sera effectué par un géomètre DPLG à l'initiative de PERRIER TP. Le rapport du géomètre sera transmis à la SCI LES SABLIERES début décembre de l'année concernée :

i) si le volume extrait est supérieur au volume servant à calculer la redevance minimum, une facturation complémentaire de la SCI LES SABLIERES interviendra avant fin décembre sur la base tarifaire de l'année écoulée.

ii) si le volume extrait est inférieur au volume servant à calculer la redevance minimum, PERRIER TP n'aura droit à aucun remboursement du trop versé.

Toutefois, le volume correspondant à la différence entre le volume servant à calculer la redevance minimum et le volume réellement extrait sera reporté sur les années suivantes et sera imputé sur les volumes dépassant le volume servant au calcul de la redevance,minimum jusqu'à complet épuisement de ce volume reporté.

En tout état de cause, PERRIER TP sera redevable chaque année de la redevance minimum.

Article 2 :

Les Parties se rapprocheront pour déterminer les nouvelles valeurs de la redevance d'extraction en cas de renouvellement ou d'extension de la carrière.

Article 3 :

Le présent avenant entrera en vigueur rétroactivement au 1er janvier 2015.

Article 4 :

Il est précisé que l' occupation par PERRIER TP des terrains appartenant à la SCI LES SABLIERES par les installations techniques, infrastructures, autres stocks et bâtiments nécessaires à l'activité, ne sera consentie à titre gratuit pour autant que les matériaux traités dans ces installations proviennent de gisements extraits sur des parcelles appartenant à la SCI LES SABLIERES.

GG XU

Dans l'hypothèse où PERRIER TP serait amenée à traiter sur les terrains des matériaux provenant de parcelles n'appartenant pas à la SCI LES SABLIERES, PERRIER TP sera redevable d'un loyer annuel calculé conformément au dernier alinéa de l'article « DUREE » du bail à carrières du 16 décembre 2012.

Article 6 :

Les autres dispositions du bail à carrière du 16 décembre 2002 et de son avenant n°1 du 2 octobre 2006 demeurent inchangées.

Fait en deux exemplaires,
A Lyon, le 20 mai 2015

Pour la SCI DES SABLIERES,
Monsieur joseph PERRIER, cogérant

SCI LES SABLIERES
24 RUE DU LYONNAIS
69800 SAINT-PRIEST

Pour PERRIER TP
Monsieur Jean-Michel MILLE, Président Directeur Général,

GG XU

AVENANT N°3 AU BAIL A CARRIERE DU 16 DECEMBRE 2002

Entre :

- **La SCI DES SABLIERES,** société civile immobilière au capital de 383.250 euros dont le siège social est à Saint Priest (69800), 24 rue du Lyonnais immatriculée au RCS de Lyon sous le numéro 385 208 822, représentée par Monsieur Joseph PERRIER, cogérant,

D'une part,

- **CMCA,** société à responsabilité au capital de 4 797 440 euros, dont le siège social est à Lyon (69007), 2 avenue Tony Garnier, immatriculée au RCS de Lyon sous le numéro 344 843 859, représentée par Monsieur Jean-Pierre CHAMBON, Gérant,

D'autre part,

ci-après dénommés individuellement une **"Partie"** et collectivement les **"Parties"**.

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

1) Aux termes d'un bail à carrière du 16 décembre 2002 et de ses avenants n°1 du 2 octobre 2006 et n°2 du 20 mai 2015, la société PERRIER TP occupe des parcelles de terrain situées sur la Commune de LOYETTES (01), lieudit « la Gaillarde » et « la Mière ».

2) Suivant opération d'apport partiel d'actif réalisée le 30 décembre 2016, la société PERRIER TP a transmis l'activité Carrière qu'elle exploitait dans le département de l'Ain (01) à la société CMCA.

Les Parties ont souhaité prendre acte.

CECI AYANT ETE RAPPELE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 :

Compte tenu de l'apport partiel d'actif de la branche d'activité carrière exploitée par la société PERRIER TP dans le département de l'Ain (01) au profit de la société CMCA, réalisé le 30 décembre 2016, les Parties conviennent que tous les droits et obligations du bail à carrière du 16 décembre 2002 et de ses avenants n°1 du 2 octobre 2006 et n°2 du 20 mai 2015 sont transférés à la société CMCA à compter rétroactivement du 30 décembre 2016.

Toutes les autres clauses et conditions du bail à carrière du 16 décembre 2002 et de ses avenants n°1 et 2 demeurent inchangées.

Fait en deux exemplaires,
A Lyon, le 02 Juillet 2018

Pour la SCI DES SABLIERES,
Monsieur Joseph PERRIER
Co-gérant

SCI LES SABLIERES
24 RUE DU LYONNAIS
69800 SAINT-PRIEST

Pour CMCA
Monsieur Jean-Pierre CHAMBON
Gérant

GG XU

ANNEXE 2 – MAITRISE FONCIÈRE DE LA PARCELLE C 348

CONTRAT DE FORTAGE SOUS CONDITIONS SUSPENSIVES

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Commune de LOYETTES, représentée par son Maire, Monsieur Jean-Pierre GAGNE, dûment habilité aux présentes, en vertu d'une délibération du Conseil Municipal de Loyettes du 19/09/2024.

DENOMMEE CI-APRES "LE CONCÉDANT" OU "LE PROPRIETAIRE"
d'une part,

ET

CARRIERES ET MATERIAUX DU SUD-EST – CMSE, société par actions simplifiée au capital de 17 637 624.00 euros, dont le siège social est à AIX-EN-PROVENCE (13100), 2ème étage 855 rue René Descartes, immatriculée au RCS d'Aix-en-Provence sous le numéro 344 843 859, représentée par son Président Monsieur Guillaume GERBAUD.

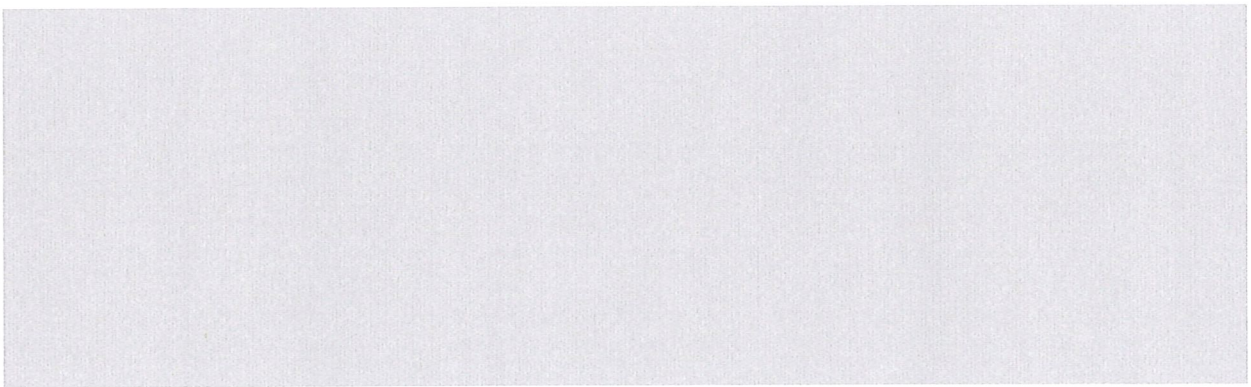
DENOMMEE CI-APRES "LE CONCESSIONNAIRE"
d'autre part,

Le Propriétaire et le Concessionnaire sont ci-après individuellement dénommés « **la Partie** » et conjointement désignés « **les Parties** ».

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

Le Concessionnaire est spécialisé dans l'extraction de matériaux naturels notamment sous forme de carrière, la transformation éventuelle desdits matériaux et leur commercialisation et transport par tous moyens. Il exploite une carrière sur le territoire de la commune de LOYETTES, aux lieux-dits « La Mière » et « La Gaillarde » selon l'arrêté préfectoral du 24 juin 2023 et son arrêté complémentaire du 25 novembre 2021, sur une surface totale de 94 ha 30 a.

Le Concédant est Propriétaire d'un Terrain, exempt de toutes servitudes sauf celles spécifiquement déclarées ci-après le cas échéant, situé sur le territoire de la commune de LOYETTES (01360) et dont le sous-sol semble receler un gisement exploitable pour les besoins de l'activité industrielle du Concessionnaire.



Le Terrain dont le Concédant est Propriétaire est susceptible d'accueillir les installations qui seront transférée de la parcelle C241.

GG

CELA EXPOSE, IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1. OBJET DU CONTRAT

Le Propriétaire concède par les présentes, au Concessionnaire qui accepte, le droit exclusif d'occuper et d'extraire ainsi que de disposer de tout matériaux pouvant se trouver sur le Terrain lui appartenant et ci-dessous désigné, ainsi que le droit exclusif d'utiliser ledit Terrain pour toute activité ou usage accessoire à l'exploitation d'une carrière tel que notamment le stockage de matériaux, le droit de passage, l'installation d'une unité de traitement des matériaux, la création de pistes, de procéder au recyclage de déchets inertes du BTP et de procéder à son remblayage avec des remblais inertes.

Article 2. DESIGNATION DU TERRAIN

Un Terrain agricole de 125.000 mètres carrés à prendre dans la parcelle D 348 d'une superficie totale de 441.154 mètres carrés, ci-après désigné **« le Terrain »**, situé sur le territoire de la commune de LOYETTES au lieu-dit « MOLARD JEUDI » et figurant au cadastre de ladite commune sous les références suivantes :

Section	Lieudit	N°	Superficie Totale en m²	Superficie en foretage en m²
D	MOLARD JEUDI	348	441.154	125.000

Tel que le Terrain existe, s'étend, se poursuit et comporte, avec toutes ses aisances, dépendances et immeubles par destination, servitudes et mitoyennetés, tous droits et facultés quelconques y attachées, sans exception ni réserve, autres que celles pouvant être le cas échéant relatées aux présentes.

Le plan cadastral sur lequel figure les parcelles est demeuré ci-annexé.

Précision étant ici faite par les Parties que l'accès pourra se faire par les parcelles contiguës à la route départementale RD20.

Article 3. EFFET RELATIF

Le Concédant est Propriétaire du Terrain suivant acte reçu par Maître _____ notaire à _____ le _____, publié au service de la publicité foncière de _____le _____, volume _____, numéro _____.

Article 4. CONSISTANCE - REGLEMENTATION

Consistance :

Le Terrain est concédé tel qu'il existe avec toutes ses dépendances, sans exception ni réserve, sans garantie de contenance, la différence en plus ou en moins excéderait-elle un vingtième devant faire le profit ou la perte du Concessionnaire.

Réglementation :

Ce contrat de fortage (ci-après « le Contrat ») a pour objet de permettre d'extraire et de disposer du produit d'une carrière, il s'analyse entre les parties en un contrat de vente de meubles par anticipation.

GG

Pour tout ce qui n'est pas prévu à l'acte, les Parties déclarent vouloir s'en remettre aux usages locaux.

Article 5. DUREE

Le présent contrat est consenti et accepté pour une durée égale à l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter qui sera délivré et prendra effet le jour de la réalisation de la dernière des conditions suspensives ci-après stipulées.

Cette durée pourra être prorogée à la seule discrétion du Concessionnaire et sans que le Concédant-puisse s'y opposer, en cas d'obtention par le Concessionnaire, pour les besoins de son activité, d'une ou plusieurs prorogations et/ou renouvellements de son autorisation d'exploitation.

Article 6. RESILIATION

A l'initiative du Concessionnaire :

Le Contrat pourra prendre fin avant son terme normal à quelque époque que ce soit sans que le Concessionnaire ait à payer quelque indemnité que ce soit s'il usait de cette faculté de résiliation dans les cas suivants :

- en cas d'épuisement constaté du gisement,
- en cas de gisement de mauvaise qualité ne permettant plus la vente normale des produits, ce point sera constaté d'un commun accord ou à défaut par un expert désigné conjointement par les parties,
- en cas de gisement se restreignant dans des proportions rendant son exploitation trop onéreuse,
- en cas de réaménagement réalisé avant le terme de l'autorisation préfectorale,
- en cas de découvertes de matériaux pollués (ex : matériaux amiantifères) entrainant des risques pour la santé ou l'environnement,
- dans le cas d'impossibilité technique d'exploitation ou d'accès au site dans des conditions de trafic ou de tonnages compatibles avec son exploitation normale,
- en cas de prescriptions administratives, de caractère général ou particulier ayant pour effet de rendre l'exploitation impossible ou trop onéreuse,
- en cas de découverte de vestiges archéologiques ou de prescriptions de fouilles archéologiques entraînant une interdiction d'exploiter ou l'imposition de contraintes telles que l'exploitation ne serait plus économiquement viable,
- en cas de retrait, d'annulation ou de défaut de renouvellement des autorisations administratives qui ont été délivrées pour exploiter la carrière ou des autorisations administratives délivrées pour les installations de traitement.

Dans ce cas, le Concessionnaire devra aviser le Concédant par lettre recommandée avec accusé de réception. Le Contrat ne prendra fin que six mois après la réception de ladite lettre.

Toutefois, dans l'un des cas ci-dessus, le Concessionnaire aura la faculté de renoncer à la résiliation anticipée de la présente convention, et d'opter pour sa continuation par simple occupation du Terrain, sur lequel il pourra maintenir ses installations et activités annexes pour traiter et stocker des matériaux de provenances extérieures au gisement dudit Terrain.

A l'initiative du Concédant :

De son côté, le Concédant peut demander la résiliation du Contrat s'il justifie de l'un des motifs suivants :

- à défaut de paiement à l'échéance d'un terme d'une des redevances, un mois après la signification d'un commandement de payer par huissier de justice, resté infructueux,

GG

- Inexécution d'une des charges et conditions incombant au Concessionnaire, deux mois après une mise en demeure restée sans effet ;
- non-respect de l'une quelconque des clauses du Contrat, deux mois après une mise en demeure restée sans effet ;
- en cas de liquidation judiciaire du Concessionnaire.

Article 7. AUTORISATIONS

Autorisations de prendre sur le Terrain les mesures prévues par l'arrêté préfectoral
Le Concédant autorise le Concessionnaire à prendre toutes les mesures nécessaires (bornage, affichage de l'arrêté sur le site, aménagements...) qui seraient prévues par l'arrêté préfectoral pour permettre au Concessionnaire l'ouverture de sa carrière.

Autorisation de déposer un permis de construire
Le Concédant autorise le Concessionnaire à déposer toute demande de permis de construire portant sur des activités industrielles accessoires à l'exploitation en nature de carrière du Terrain objet des présentes.

Autorisation de sondage géologique
Afin de permettre au Concessionnaire de connaître la quantité et la qualité des matériaux réellement exploitables renfermés dans le Terrain objet des présentes, le Concédant autorise le Concessionnaire, dès la signature des présentes, à procéder, à ses frais, à une campagne de sondages et à remettre par la suite le Terrain en l'état.
Le Concessionnaire s'engage à indemniser le Concédant des dégâts qui pourraient être occasionnés par ces sondages et qui devront être constatés contradictoirement.

Autorisation de diagnostic et travaux écologiques
Le Concédant autorise le Concessionnaire, dès la signature des présentes, à procéder à ses frais, à une campagne de reconnaissance écologique du Terrain et à réaliser, une fois l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploité délivré, tous travaux de génie écologique ou de gestions/suivis écologiques ou encore toutes mesures compensatoires qui seraient prescrits par ledit arrêté ou par tout arrêté complémentaire.

Pour le cas où la présence d'espèces protégées nécessiterait le dépôt d'un dossier de demande de dérogation au sens des articles L411-2 et L411-1 du code de l'environnement, le Concédant donne d'ores et déjà tous pouvoirs au Concessionnaire, à l'effet de signer toute demande portant sur le Terrain objet du présent contrat, et de l'intégrer au dossier de demande d'autorisation environnementale.

Autorisation de sondages archéologiques
Le Concédant autorise le Concessionnaire à faire procéder à un diagnostic d'archéologie préventive au sens de l'article L521-1 du Code du Patrimoine, s'il était prescrit par les services archéologiques, et aux frais de ce dernier.

Autorisation de défrichement
Pour le cas où la totalité ou une partie des parcelles serait boisée et nécessitant le dépôt d'un dossier de demande de défrichement, le Concédant donne d'ores et déjà tous pouvoirs au Concessionnaire, à l'effet de signer toute demande de défrichement portant sur le Terrain objet du présent contrat, et de l'intégrer au dossier de demande environnementale

ARTICLE 8. CHARGES ET CONDITIONS

8.1. Concernant le CONCESSIONNAIRE :

GG

Le présent contrat est conclu sous les charges et conditions ordinaires et de droit en pareille matière, notamment sous celles suivantes que le Concessionnaire s'oblige à bien et fidèlement exécuter à peine de tous dépens et dommages-intérêts.

1) Le Concessionnaire prendra le Terrain en l'état au jour de la prise d'effet sans aucune garantie du Concédant relative à la nature des matériaux du gisement comme l'état des chemins d'accès. Le Terrain sera libre de toute occupation et de toute location à la date de début d'exploitation des parcelles, objet du contrat.

2) Il souffrira pour l'exercice de son droit de fortage de toutes les servitudes apparentes ou occultes qui peuvent exister intéressant ledit Terrain. A ce sujet, le Concédant déclare :
   - ne pas avoir créé ou laissé créer de servitude qui ne serait pas relatée aux présentes,
   - qu'à sa connaissance, il n'en existe pas d'autres que celles résultant le cas échéant du présent acte, de la situation naturelle des lieux et de l'urbanisme.

3) Le Concessionnaire se conformera exactement, tant pour l'exploitation proprement dite que pour la remise en ordre du Terrain, aux conditions de l'arrêté préfectoral l'autorisant à exploiter et à tout arrêté préfectoral complémentaire le cas échéant. Il commencera l'exploitation à la date de son choix et la conduira à la cadence qu'il jugera opportune, en fonction de ses besoins en matériaux.

4) Il devra se conformer aux lois et décrets, ordonnances et règlements en vigueur ou qui seraient édictés par la suite pour l'exploitation en carrières à ciel ouvert du Terrain sur lequel lui est concédé le droit d'extraire des matériaux. A ce titre, il devra se soumettre à toutes les obligations qui seraient imposées par les autorités compétentes à ses frais exclusifs et sous sa seule et entière responsabilité.

5) Il entretiendra en état de bonne viabilité les chemins d'accès et fera son affaire personnelle de toutes contributions spéciales qui pourraient être demandées pour l'entretien des voies publiques qu'il utiliserait directement ou indirectement pour ses camions.

6) Pendant toute la durée de la concession, il acquittera tous les impôts, taxes et contributions auxquels donne et pourra donner lieu l'exploitation dudit Terrain. Il est ici précisé que même l'impôt foncier sera acquitté par le Concessionnaire.

7) Il prendra à sa charge tous les risques afférents à l'exploitation, risques contre lesquels il sera garanti auprès d'une compagnie notoirement solvable et justifiera de l'acquittement des primes des polices souscrites à première demande du Concédant.

8) Il sera substitué de plein droit au Concédant pour tous les différends ou litiges qui pourraient survenir avec tous tiers, voisins, commerces, administrations publiques ou privées, à propos de l'exploitation du Terrain ou de ses effets, de façon que le Concédant ne soit jamais inquiété à ce sujet, le Concessionnaire garantissant le Concédant contre tous recours des tiers, voisins ou administrations.

9) Le Concessionnaire pourra édifier sur le Terrain mis à disposition par le Contrat, en se conformant aux règlements d'urbanisme s'il y a lieu, toutes constructions, installations fixes ou mobiles nécessaires à son exploitation ou à toutes industries qu'il sera appelé à créer, soit pour faciliter son exploitation soit pour la développer, soit pour la compléter.

10) Le Concédant autorise le Concessionnaire à céder en totalité ou en partie les droits que lui confèrent les présentes à l'une des sociétés du groupe auquel il appartient.

    Le Concessionnaire est également autorisé par le Concédant à faire apport des droits résultant des présentes à toute société ou personne morale, créée ou à créer, de quelque forme qu'elle soit, à charge pour elle de satisfaire aux diverses conditions des présentes conventions.

11) A l'expiration du Contrat, le Concessionnaire disposera d'un délai d'un an pour procéder à l'enlèvement de ses approvisionnements, matériaux en stock, machines, matériels, installations et aménagements. Cette occupation ne fera pas l'objet d'une indemnité, étant entendu que la redevance due au titre du présent contrat prend en compte cette occupation.

12) Au terme du Contrat ou de ses renouvellements éventuels, le Concessionnaire devra remettre en état le Terrain exploité à ses frais conformément à l'arrêté préfectoral qui lui aura été délivré et obtenir le procès-verbal de récolement de l'Administration constatant la bonne exécution de la remise en état du Terrain.

Le Concédant ne pourra s'opposer à cette remise en état et en fin de contrat il devra prendre le Terrain en l'état après exécution de la remise en état prescrite par l'autorisation préfectorale alors en cours, sans pouvoir prétendre à aucune réclamation de quelque nature que ce soit.

13) En application des dispositions de l'arrêté préfectoral ou de toute autorisation permettant le réaménagement complet du site, le Concessionnaire pourra apporter et mettre en remblai, sur le Terrain objet des présentes, des matériaux inertes.
A ce titre, le Concessionnaire s'engagera à n'apporter sur le Terrain que des remblais ayant la qualité de déchets inertes au sens de l'article R 541-8 du Code de l'environnement.
Les travaux de remblayage du Terrain objet des présentes seront réalisés sous la responsabilité du Concessionnaire, avec tous matériels et installations qu'il jugera nécessaire.

8.2 Concernant le CONCÉDANT :

Le présent contrat est conclu sous les charges et conditions ordinaires et de droit en pareille matière, notamment sous celles suivantes que le Concédant s'oblige à bien et fidèlement exécuter à peine de tous dépens et dommages-intérêts.

Le Concédant entend s'engager tant en son nom personnel qu'au nom de ses ayants droit. Le Concédant étant une commune, il s'engage à faire connaître et reprendre le Contrat par toute collectivité qu'il pourrait se substituer, notamment en cas de création de commune nouvelle, ou d'apport du Terrain à toute collectivité ou EPCI.
En cas de pluralité de Propriétaires, il y aura solidarité dans les droits et obligations résultant du présent contrat.

1. Le Concédant s'engage à consentir au dossier de demande d'autorisation environnementale qui sera déposé par le Concessionnaire pour l'obtention de l'arrêté préfectoral ainsi qu'au plan de réaménagement qui sera proposé par le Concessionnaire. De même, il ne pourra s'opposer aux différentes mesures administratives qui pourraient être prises sur le Terrain objet des présentes.

2. Le Concédant ne garantit pas le Concessionnaire et par conséquent décline toute responsabilité dans les cas suivants :

a. Au cas de vol, cambriolage ou autres actes délictueux et généralement de troubles apportés par des tiers par voie de fait.

b. Dans le cas où le Terrain serait inondé ou envahi par les eaux pluviales ou autres, éboulement, etc... le Concessionnaire devra faire son affaire personnelle des cas ci-dessus et généralement de tous autres cas fortuits et imprévus, sauf son recours contre qui de droit, en dehors du Concédant.

3. Le Concédant garantit au Concessionnaire la jouissance paisible du Terrain lequel devra être libre de toute occupation ou de toute exploitation agricole à la prise d'effet du présent contrat. Le coût de la libération du Terrain par le fermier en place titulaire d'un bail à ferme sera prise en charge par le Concessionnaire.

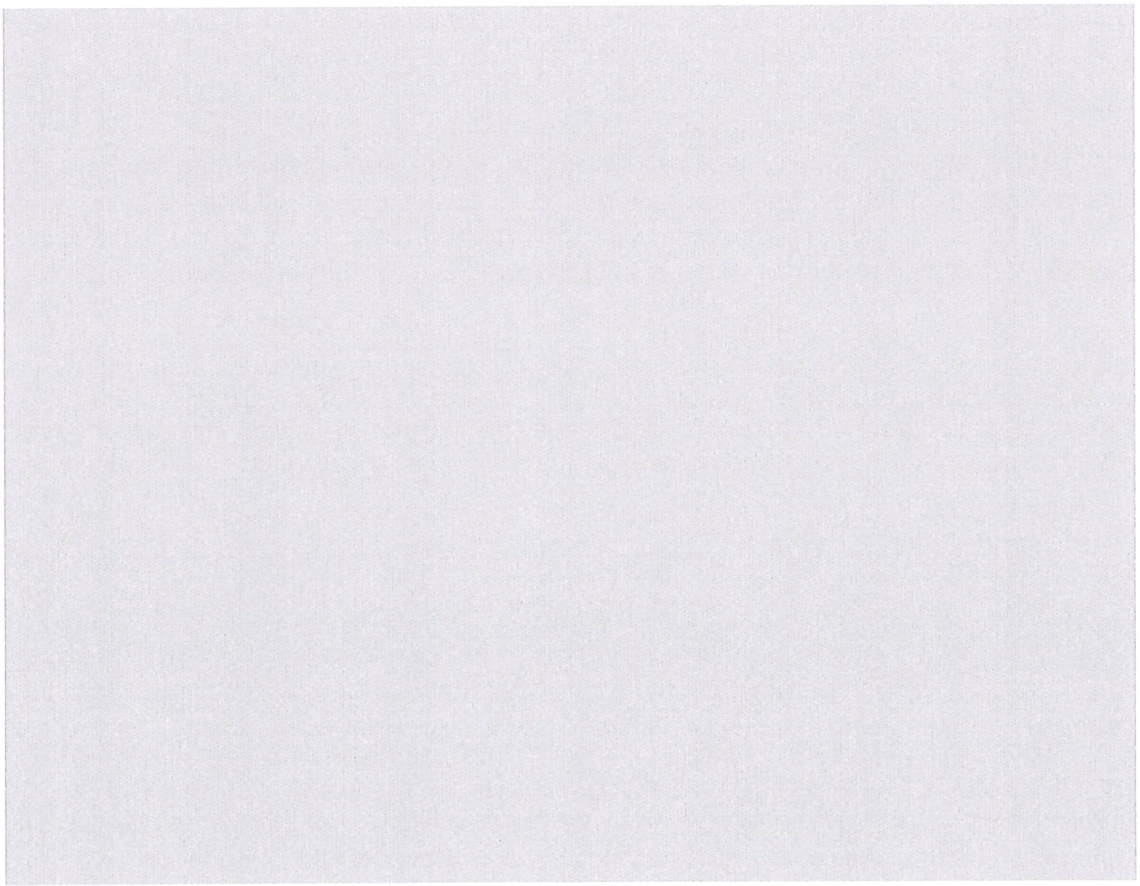
4. Le Concédant s'engage à ne consentir aucun droit ou servitude sur le Terrain objet des présentes, pendant toute la durée de la présente convention.

5. De manière générale, il s'oblige à ne rien faire qui puisse empêcher l'exécution du présent contrat.

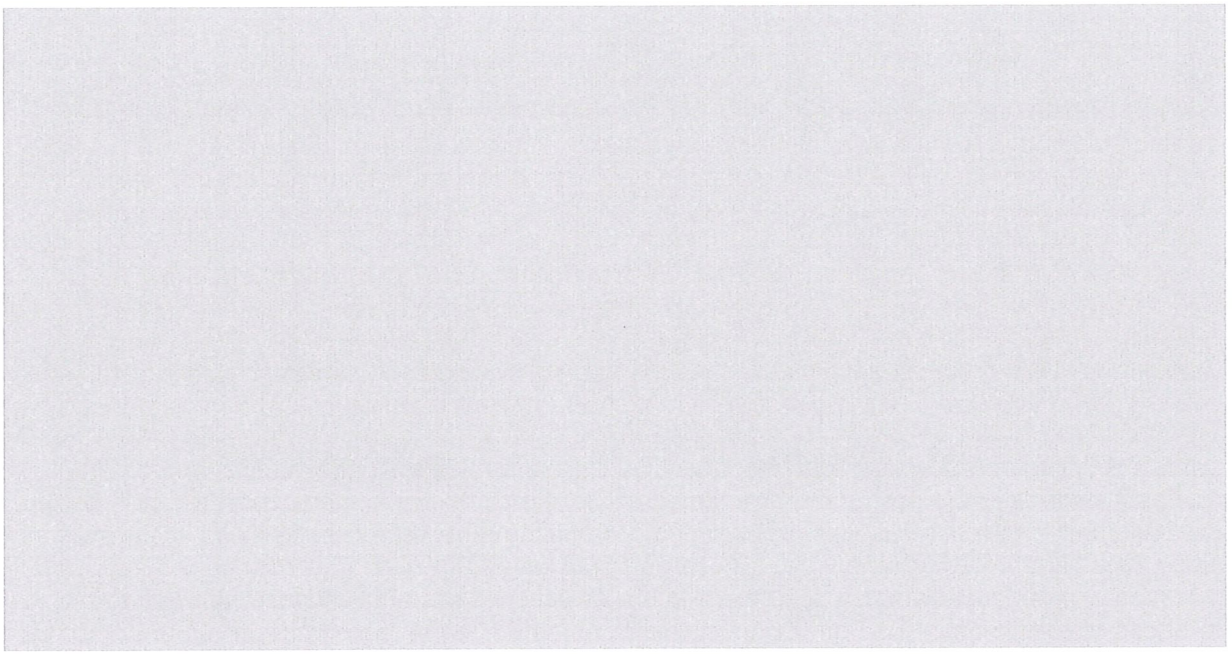
6. Les terrains visés à l'article 2 du contrat sont inaliénables en application de l'engagement visé à l'article 18 dudit contrat. Néanmoins, si le concédant décide de vendre tout ou partie des terrains, il devra en informer au préalable le concessionnaire par courrier recommandé avec accusé de réception, et ce dernier aura la préférence pour acquérir à toutes conditions égales. Le concessionnaire disposera d'un délai de deux mois à compter du jour de la réception du courrier pour se porter acquéreur. Si le concessionnaire décide de ne pas se porter acquéreur, le concédant s'engage à faire assurer la poursuite du contrat par le ou les nouveaux acquéreurs conformément à l'engagement d'inaliénabilité figurant en annexe.

Le Concédant s'engage à ce titre à ne céder tout ou partie des terrains que sous conditions suspensives (i) de l'accord exprès du Concessionnaire, (ii) de la signature d'un avenant au présent contrat tenant à la substitution des Concédants et (iii) de la signature de l'engagement d'inaliénabilité visé à l'article 18 par le cessionnaire.

ARTICLE 9. REDEVANCES



66



ARTICLE 10. REVISION

Les montants des redevances d'extraction et de remblaiement seront révisés annuellement à compter de la signature des présentes par application de la formule suivante :

P = P° x (GRA / GRA °)

Dans laquelle :
P = Prix révisé
P° = prix initial
GRA = indice GRA connu publié dans le supplément "cours et indice" du moniteur du bâtiment et des TP de septembre de l'année N
GRA° = indice de base ci-dessus connu et publié à la date de signature des présentes.
Dernier indice connu pour juin 2024 : indice GRA janvier 2024 : 130,6.

Si l'indice choisit cessait d'être publié, il serait remplacé de plein droit par celui qui lui serait substitué administrativement, en appliquant le coefficient de raccordement établi à cet effet par les pouvoirs publics. A défaut de fixation administrative d'un indice de remplacement, un nouvel indice serait déterminé par les Parties ou, à défaut d'entente entre elles, par voie d'arbitrage ou judiciaire.

ARTICLE 11. CONDITIONS SUSPENSIVES

La présente concession de droit d'exploitation est consentie et acceptée sous les conditions suspensives suivantes, stipulées dans l'intérêt du Concessionnaire :

1- Que la note de renseignements d'urbanisme et l'état hypothécaire concernant l'immeuble ne révèlent aucune servitude ou inscription de nature à diminuer sensiblement la valeur du Terrain ou à en gêner l'utilisation,
2- Que les règles et documents d'urbanisme soient compatibles avec l'activité du Concessionnaire. Dans le cas où une révision ou une modification du document d'urbanisme serait nécessaire, le présent contrat restera valable jusqu'à l'aboutissement de ces procédures administratives particulières qui devront intervenir dans un délai maximum de cinq ans à compter de la signature des présentes. Passé ce délai, les parties ne seront plus liées par le présent contrat,

3- Que le Concessionnaire obtienne définitivement un arrêté préfectoral d'autorisation d'une durée minimale de 20 ans, purgé de tout recours, d'exploiter le Terrain en carrière, au sens de l'article L. 515-1 du code de l'environnement, que cet arrêté ne soit pas soumis à des prescriptions

66

particulières, participations financières ou aménagements extérieurs au Terrain, non conformes au dossier de demande d'autorisation d'exploiter.

Le Concessionnaire s'engage à déposer un dossier de demande d'autorisation préfectorale dans un délai de deux ans suivant la signature des présentes. Passé ce délai, les Parties ne seront plus liées par le Contrat,

4- Que le Concessionnaire obtienne toutes les autorisations annexes nécessaires à la bonne et complète exploitation du gisement : permis de construire, autorisation de défrichement, autorisation de déplacer et/ou de détruire une espèce ou un milieu protégé, autorisation de réaliser un captage d'eau, déclassement et/ou aliénation d'un chemin ou d'une voie, autorisation de travaux sur voirie, autorisation de mise en place de servitudes d'urbanisme et que ces autorisations soient purgées du recours des tiers.

5 – Que le Terrain soit libre de toute occupation.

Ces conditions suspensives devront avoir été réalisées au plus tard le 1er janvier 2027.

A défaut, les présentes seront caduques, sans qu'aucune indemnité ne soit due de part ni d'autre.

Toutefois, ces conditions étant stipulées dans l'intérêt du Concessionnaire, ce dernier aura seul la faculté de renoncer à certaines d'entre elles à tout moment, y compris après défaillance, par dérogation à l'article 1304-4 du code civil, sous la condition d'y renoncer au plus tard avant la date d'échéance de réalisation des conditions suspensives.

Pendant le temps qui précédera la réalisation des conditions suspensives ci-avant énoncées et la signature des présentes, le Concédant s'interdit de conférer ou laisser acquérir sur le bien objet des présentes un droit personnel ou réel qui empêcherait le Concessionnaire d'obtenir la réalisation des présentes.

ARTICLE 12. DECLARATIONS

Le Concédant déclare :

- qu'il est régulièrement Propriétaire du bien objet des présentes et il s'oblige à fournir tous titres et pièces pour l'établissement de l'origine de propriété, et que le Terrain fait partie du domaine privé de la commune,
- que rien ne peut limiter sa capacité pour l'exécution des engagements qu'il prend,
- que le Terrain est occupé par un exploitant agricole, le Concessionnaire s'engageant à prendre en charge les éventuelles indemnités d'évictions.
- que le Terrain ne fait pas l'objet d'une procédure tendant à son expropriation totale ou partielle ;
- que le Terrain n'est grevé d'aucune hypothèque,
- qu'il n'existe à ce jour aucune action ou litige en cours pouvant porter atteinte au droit de propriété,
- que rien ne s'oppose à la signature du Contrat et à la jouissance du Terrain par le Concessionnaire,
- ne pas avoir personnellement exploité une installation soumise à autorisation sur le Terrain,
- ne pas connaître l'existence de déchets considérés comme abandonnés,
- qu'il n'a pas reçu de l'administration en sa qualité de " détenteur ", aucune injonction de faire des travaux de remise en état du Terrain,
- qu'il ne dispose pas d'information lui permettant de supposer que les lieux ont supporté, à un moment quelconque, une installation classée ou, encore, d'une façon générale, une installation soumise à déclaration.

- qu'à sa connaissance :
    - l'activité exercée dans le Terrain n'a pas entraîné la manipulation ou le stockage de substances chimiques ou radioactives visées par l'article L 514-20 du Code de l'environnement,
    - le Terrain n'est frappé d'aucune pollution susceptible de résulter notamment de l'exploitation actuelle ou passée ou de la proximité d'une installation soumise à autorisation,
    - il n'a jamais été déposé ni utilisé sur le Terrain ou enfoui dans celui-ci de déchets ou substances quelconques telles que, par exemple, amiante, polychlorobiphényles, polychloroterphényles directement ou dans des appareils ou installations pouvant entraîner des dangers ou inconvénients pour la santé ou l'environnement,
    - il n'a jamais été exercé sur le Terrain ou les lieux voisins d'activités entraînant des dangers ou inconvénients pour la santé ou l'environnement (air, eaux superficielles ou souterraines, sols ou sous-sols par exemple),
    - il ne s'est pas produit d'incident ou accident présentant un danger pour la sécurité civile, la qualité, la conservation ou la circulation des eaux.

ARTICLE 13. SUSPENSION DU CONTRAT

Si les autorisations délivrées pour l'exploitation de la carrière venaient à faire l'objet d'un recours de tiers ou d'une décision de l'administration de quelque nature que ce soit, l'exécution du présent contrat sera suspendue, y compris le versement de toute redevance, pour une durée équivalente, si l'exploitation de la carrière venait à être effectivement interrompue en partie ou en totalité sur le Terrain objet des présentes.

ARTICLE 14. COMMUNICATION

Le présent contrat ne confère aucun droit de propriété ou d'exploitation sur les marques, dénominations, sigles, logos, couleurs, graphismes ou autres signes distinctifs du Concessionnaire au Concédant. Toutefois, le Concédant peut faire librement référence au Concessionnaire à titre de référence commerciale. Le Concédant s'interdit de communiquer aux tiers, par quelque moyen que ce soit et pour quelque cause que ce soit, sauf obligation légale, le Contrat ainsi que de divulguer toute information y étant relative et plus généralement toute information relative à l'exploitation dont il prendrait connaissance en cours d'exécution du contrat.

ARTICLE 15. DEVOIR D'INFORMATION DU CONCÉDANT

Le Concédant déclare avoir porté à la connaissance du Concessionnaire, en application de l'article 1112-1 du Code civil qui impose aux parties un devoir précontractuel d'information, l'ensemble des informations dont il dispose ayant un lien direct et nécessaire avec le contenu du présent contrat, et dont l'importance pourrait être déterminante de son consentement.

Le Concédant reconnaît être informé qu'un manquement à ce devoir serait sanctionné par sa responsabilité avec possibilité d'annulation du Contrat s'il a vicié le consentement du Concessionnaire.

ARTICLE 16. FRAIS

Les frais, droits et émoluments des présentes sont à charge du Concessionnaire en ce compris les frais liés à la publication de l'engagement d'inaliénabilité.

ARTICLE 17. ENREGISTREMENT - PUBLICATION

Tous les frais relatifs aux présentes et à leurs suites sont à la charge du Concessionnaire.

Le Concessionnaire procèdera à ses frais à l'enregistrement des présentes.

Après l'obtention définitive de l'autorisation préfectorale d'exploiter, le Concessionnaire pourra procéder, d'un commun accord avec le Concédant, à la publication des présentes au Service de la Publicité Foncière compétent.

ARTICLE 18. CONFIDENTIALITE

Les termes du présent contrat ainsi que les informations inhérentes sont strictement confidentiels. A ce titre, les Parties s'engagent à ne pas divulguer d'elles-mêmes les informations confidentielles ainsi qu'à tout mettre en œuvre afin d'empêcher l'accès de ces informations à des tiers sauf dans l'hypothèse où la divulgation de ces informations a pour objet de réaliser des demandes d'autorisations administratives nécessaires à la réalisation des présentes.

ARTICLE19. LITIGE

Le présent contrat est régi par le droit français. Tout différend survenant entre les parties quant à l'interprétation, l'exécution ou l'inexécution du présent contrat devra d'abord faire l'objet d'une négociation à l'amiable entre les parties introduite par courrier transmis dans le cadre du présent article en recommandé avec accusé de réception.

A défaut de solution amiable dans un délai de soixante (60) jours calendaires à compter de la date de réception du courrier faisant grief, le différend sera porté devant les tribunaux dans le ressort desquels se situent le Terrain, même en cas de demande incidente, d'appel en garantie ou de pluralité de défendeurs, à la requête de la partie la plus diligente.

ARTICLE 20. ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile en leur demeure et siège social respectifs sus indiqués.

ANNEXES :

1 - Plan cadastral

Fait à LOYETTES, le 21/10/2024

En 2 exemplaires, dont un pour l'enregistrement,

Pour le Concédant

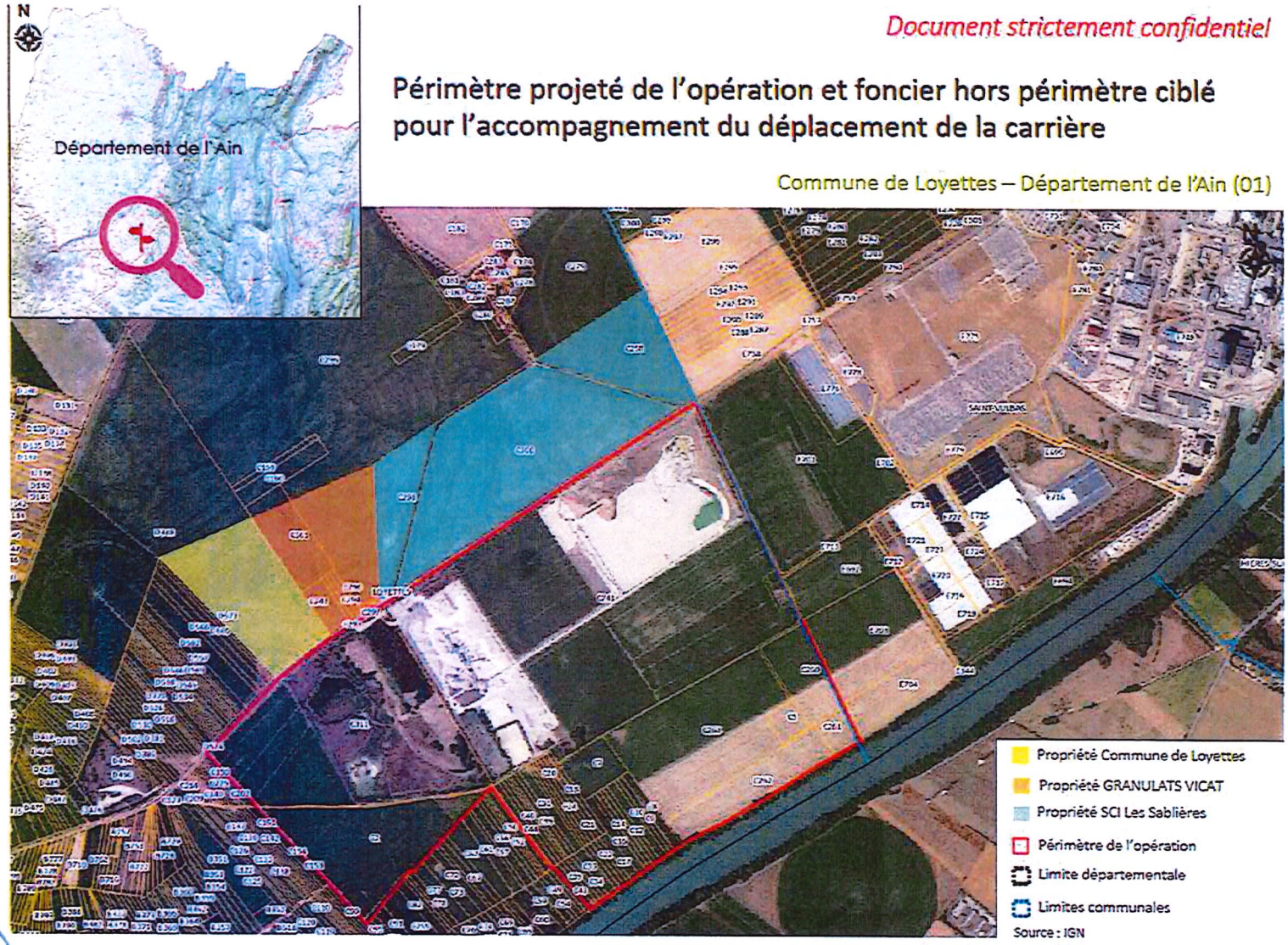
Monsieur le Maire, Jean-Pierre GAGNE

MAIRIE DE LOYETTES (Ain)

Pour le Concessionnaire

Le Président, Monsieur Guillaume GERBAUD

ANNEXE :


N
Département de l'Ain
Document strictement confidentiel
Périmètre projeté de l'opération et foncier hors périmètre ciblé pour l'accompagnement du déplacement de la carrière
Commune de Loyettes – Département de l'Ain (01)
LOYETTES
SAINT-VULBAS
Propriété Commune de Loyettes
Propriété GRANULATS VICAT
Propriété SCI Les Sablières
Périmètre de l'opération
Limite départementale
Limites communales
Source : IGN

ANNEXE 3 – MAITRISE FONCIÈRE DES PARCELLES C 161, 243, 292, 294, 290, 296

Docusign Envelope ID: FB3F4112-7669-4FA7-8189-7B36C4CD1B44

CONTRAT DE FORTAGE SOUS CONDITIONS SUSPENSIVES

ENTRE LES SOUSSIGNES :

GRANULATS VICAT, société par actions simplifiée au capital de 6 087 696.00 euros dont le siège social est à L'ISLE-D'ABEAU (38080) 4, rue Aristide Berges, immatriculée au RCS de Vienne sous le numéro 768 200 255, représentée par son Directeur Général Monsieur Eric THIEULOT.

DENOMMEE CI-APRES LE "CONCÉDANT" OU LE "PROPRIETAIRE"
d'une part,

ET

CARRIERES ET MATERIAUX DU SUD-EST – CMSE, société par actions simplifiée au capital de 17 637 624.00 euros, dont le siège social est à AIX-EN-PROVENCE (13100), 2ème étage 855 rue René Descartes, immatriculée au RCS d'Aix-en-Provence sous le numéro 344 843 859, représentée par son Président Monsieur Guillaume GERBAUD.

DENOMMEE CI-APRES LE "CONCESSIONNAIRE"
d'autre part,

Le Propriétaire et le Concessionnaire sont ci-après individuellement dénommés **la « Partie »** et conjointement désignés **les « Parties »**.

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

Le Concessionnaire est spécialisé dans l'extraction de matériaux naturels notamment sous forme de carrière, la transformation éventuelle desdits matériaux et leur commercialisation et transport par tous moyens.

Le Concédant est propriétaire d'un terrain, exempt de toute servitude sauf les baux ruraux celles spécifiquement déclarées ci-après le cas échéant, situé sur le territoire de la commune de LOYETTES (01360) et dont le sous-sol semble receler un gisement exploitable pour les besoins de l'activité industrielle du Concessionnaire.

CELA EXPOSE, IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

DS ET Paraphe GG

Article 1. OBJET DU CONTRAT

Le Propriétaire concède par les présentes au Concessionnaire qui accepte le droit exclusif d'extraire ainsi que de disposer de tout matériaux pouvant se trouver sur le terrain lui appartenant ci-dessous désigné, ainsi que le droit d'utiliser ledit terrain pour toute activité ou usage accessoire subordonnés à l'exploitation d'une carrière tel que notamment stockage de matériaux, droit de passage, installation de traitement des matériaux, piste, accueil de remblais inertes, recyclage de déchets inertes du BTP et remblayage.

Le Contrat est spécifiquement exclu du champ d'application des baux commerciaux.

Article 2. DESIGNATION DU TERRAIN

2.1 Désignation

Un terrain de 99 020 mètres carrés, ci-après désigné le **« Terrain »**, constitué de 6 parcelles de terrain agricole, situé sur le territoire de la commune de LOYETTES au lieu-dit « LA MIERE » et figurant au cadastre de ladite commune sous les références suivantes :

Section	Lieudit	N°	Superficie
C	LA MIERE	161 pp.	2 ha 46 a 41 ca
C	LA MIERE	243	1 ha 05 a 46 ca
C	LA MIERE	292	23 a 01 ca
C	LA MIERE	294	21 a 97 ca
C	LA MIERE	290	23 a 43 ca
C	LA MIERE	296 pp.	5 ha 69 a 92 ca
TOTAL			9 ha 90 a 20 ca

Tel que le terrain existe, s'étend, se poursuit et comporte, avec toutes ses aisances, dépendances et immeubles par destination, servitudes et mitoyennetés, tous droits et facultés quelconques y attachées, sans exception ni réserve, autres que celles pouvant être le cas échéant relatées aux présentes.

Le plan cadastral sur lequel figure les parcelles est demeuré ci-annexé.

Précision étant ici faite par les Parties que l'accès pourra se faire par les parcelles contiguës à la route départementale RD20.

2.2 Parcellisation

Le Terrain fera l'objet d'une parcellisation, réalisée aux frais du Concessionnaire.
La mise à jour du plan cadastral, annexé au Contrat, sera transmise au Concessionnaire.

Article 3. EFFET RELATIF

Le Concédant est propriétaire du terrain suivant acte reçu par Maître André DARMET notaire à Lagnieu (Ain) le 30 janvier 1992, publié au service de la publicité foncière de Nantua (Ain) le 18 mars 1992 volume 1992P, numéro 2088.

Article 4. CONSISTANCE - REGLEMENTATION

Consistance :

Le Terrain est concédé tel qu'il existe avec toutes ses dépendances sans exception ni réserve, sans garantie de contenance, la différence en plus ou en moins excéderait-elle un vingtième

DS ET Paraphe GG

devant faire le profit ou la perte du Concessionnaire.

Réglementation :

Ce Contrat de fortage a pour objet de permettre d'extraire et de disposer du produit d'une carrière, il s'analyse entre les Parties en un contrat de vente de meubles par anticipation.

Pour tout ce qui n'est pas prévu à l'acte, les contractants déclarent vouloir s'en remettre à la loi et aux usages locaux.

Article 5. DUREE

Le présent Contrat est consenti et accepté pour une durée égale à l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter qui sera délivré et prendra effet le jour de la réalisation de la dernière des conditions suspensives ci-après stipulées.

Cette durée pourra être prorogée en accord avec le Concédant, en cas d'obtention par le Concessionnaire, pour les besoins de son activité, d'une ou plusieurs prorogations et/ou renouvellements de son autorisation d'exploitation.

Pour ce faire, le Concessionnaire devra, en même temps qu'il effectue les démarches de prorogation et/ou de renouvellement de son autorisation d'exploitation, informer et se rapprocher du Concédant afin de s'assurer du consentement de ce dernier à la prorogation de la durée du Contrat et des conditions de cette prorogation. En tout état de cause, il n'y aura pas de prorogation tacite.

Article 6. RESILIATION

A l'initiative du Concessionnaire :

Le Contrat pourra prendre fin avant son terme normal à quelque époque que ce soit sans que le Concessionnaire ait à payer quelque indemnité que ce soit s'il usait de cette faculté de résiliation dans les cas suivants :

- en cas d'épuisement constaté du gisement,
- en cas de gisement de mauvaise qualité ne permettant plus la vente des produits aux conditions usuelles de marché, ce point sera constaté d'un commun accord ou à défaut par un expert désigné conjointement par les Parties,
- en cas de gisement se restreignant dans des proportions rendant son exploitation trop onéreuse,
- en cas de réaménagement réalisé avant le terme de l'autorisation préfectorale,
- en cas de découvertes de matériaux pollués (ex : matériaux amiantifères) entrainant des risques pour la santé ou l'environnement,
- dans le cas d'impossibilité : (i) technique d'exploitation non imputable au Concessionnaire ou (ii) d'accès au site dans des conditions de trafic ou de tonnages compatibles avec son exploitation normale,
- en cas de prescriptions administratives, de caractère général ou particulier ayant pour effet de rendre l'exploitation impossible ou trop onéreuse,
- en cas de découverte de vestiges archéologiques ou de prescriptions de fouilles archéologiques entraînant une interdiction d'exploiter ou l'imposition de contraintes telles que l'exploitation ne serait plus économiquement viable,
- en cas de retrait, d'annulation ou de défaut de renouvellement des autorisations administratives qui ont été délivrées pour exploiter la carrière ou des autorisations administratives délivrées pour les installations de traitement,

Dans ce cas, le Concessionnaire devra aviser le Concédant par lettre recommandée avec accusé de réception. Le Contrat ne prendra fin que six mois après la réception de ladite lettre.

DS Paraphe

Enfin, le Concessionnaire ne pourra pas non plus user de ce droit de résilier le Contrat en cas de non-exercice de son droit de préférence tel que prévu à l'article 19 du Contrat.

Cette indemnité d'occupation sera révisée selon les conditions prévues à l'article 10 ci-dessous du Contrat.

A l'initiative du Concédant :

De son côté, le Concédant peut demander la résiliation du présent Contrat s'il justifie de l'un des motifs suivants :

- à défaut de paiement à l'échéance d'un terme d'une des redevances citées à l'article 9, un mois après la signification d'un commandement de payer par commissaire de justice, resté infructueux,
- inexécution d'une des charges et conditions incombant au Concessionnaire, deux mois après une mise en demeure restée sans effet ;
- non-respect de l'une quelconque des clauses du présent Contrat, deux mois après une mise en demeure restée sans effet ;
- en cas de liquidation judiciaire du Concessionnaire (et sous réserve pour le Concédant de respecter les articles L 622-13 à L622-16 du Code de Commerce).

Article 7. AUTORISATIONS

Autorisations de prendre sur le Terrain les mesures prévues par l'arrêté préfectoral
Le Concédant autorise le Concessionnaire à prendre toutes les mesures nécessaires (bornage, affichage de l'arrêté sur le site, aménagements...) qui seraient prévues par l'arrêté préfectoral pour permettre au Concessionnaire l'ouverture de sa carrière.

Autorisation de déposer un permis de construire
Le Concédant autorise le Concessionnaire à déposer toute demande de permis de construire portant sur des activités industrielles accessoires à l'exploitation en nature de carrière du Terrain.

Autorisation de sondage géologique
Afin de permettre au Concessionnaire de connaître la quantité et la qualité des matériaux réellement exploitables renfermés dans le Terrain, le Concédant autorise le Concessionnaire dès la signature des présentes, à procéder, à ses frais, à une campagne de sondages et à remettre par la suite le Terrain en l'état.
Le Concessionnaire s'engage à indemniser le Concédant des dégâts qui pourraient être occasionnés par ces sondages et qui devront être constatés contradictoirement.

Autorisation de diagnostic et travaux écologiques
Le Concédant autorise le Concessionnaire, dès la signature des présentes, à procéder à ses frais, à une campagne de reconnaissance écologique du Terrain et à réaliser, une fois l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploité délivré tous travaux de génie écologique ou de gestions/suivis écologiques ou encore toutes mesures compensatoires qui seraient prescrits par ledit arrêté ou par tout arrêté complémentaire.

Pour le cas où la présence d'espèces protégées nécessiterait le dépôt d'un dossier de

DS ET Paraphe GG

demande de dérogation au sens des articles L411-2 et L411-1 du code de l'environnement, le Concédant donne d'ores et déjà tous pouvoirs au Concessionnaire, à l'effet de signer toute demande portant sur le Terrain, et de l'intégrer au dossier de demande d'autorisation environnementale.

Autorisation de sondages archéologiques
Le Concédant autorise le Concessionnaire à faire procéder à un diagnostic d'archéologie préventive au sens de l'article L521-1 du Code du Patrimoine, s'il était prescrit par les services archéologiques, et aux frais de celui-ci

Autorisation de défrichement
Pour le cas où la totalité ou une partie des parcelles serait boisée et nécessitant le dépôt d'un dossier de demande de défrichement, le Concédant donne d'ores et déjà tous pouvoirs au Concessionnaire, à l'effet de signer toute demande de défrichement portant sur le Terrain, et de l'intégrer au dossier de demande environnementale

ARTICLE 8. CHARGES ET CONDITIONS

8.1. Concernant le CONCESSIONNAIRE :

Le présent Contrat est conclu sous les charges et conditions ordinaires et de droit en pareille matière, notamment sous celles suivantes que le Concessionnaire s'oblige à bien et fidèlement exécuter à peine de tous dépens et dommages-intérêts.

1) Le Concessionnaire prendra le Terrain en l'état au jour de la prise d'effet sans aucune garantie du Concédant relative à la nature des matériaux du gisement comme l'état des chemins d'accès. Sous réserve du versement d'une indemnisation par le Concessionnaire auprès du fermier tel que précisé à l'alinéa 3 de l'article 8.2 des présentes, ce Terrain sera libre de toute occupation et de toute location à la date de début d'exploitation des parcelles, objet du Contrat.

2) Il souffrira pour l'exercice de son droit de fortage de toutes les servitudes apparentes ou occultes qui peuvent exister intéressant ledit Terrain. A ce sujet, le Concédant déclare :
   - ne pas avoir créé ou laissé créer de servitude qui ne serait pas relatée aux présentes,
   - qu'à sa connaissance, il n'en existe pas d'autres que celles résultant le cas échéant du présent acte, de la situation naturelle des lieux et de l'urbanisme.

3) Le Concessionnaire se conformera exactement, tant pour l'exploitation proprement dite que pour la remise en ordre du Terrain, aux conditions de l'arrêté préfectoral l'autorisant à exploiter et à tout arrêté préfectoral complémentaire le cas échéant. Il commencera l'exploitation à la date de son choix et la conduira à la cadence qu'il jugera opportune, en fonction de ses besoins en matériaux.

4) Il devra se conformer aux lois et décrets, ordonnances et règlements en vigueur ou qui seraient édictés par la suite pour l'exploitation en carrières à ciel ouvert du Terrain sur lequel lui est concédé le droit d'extraire des matériaux. A ce titre, il devra se soumettre à toutes les obligations qui seraient imposées par les autorités compétentes à ses frais exclusifs et sous sa seule et entière responsabilité.

5) Il entretiendra en état de bonne viabilité les chemins d'accès et fera son affaire personnelle de toutes contributions spéciales qui pourraient être demandées pour l'entretien des voies publiques qu'il utiliserait directement ou indirectement pour ses camions.

DS ET Paraphe GG

6) Pendant toute la durée de la concession, il acquittera ou remboursera tous les impôts, taxes et contributions auxquels donne et pourra donner lieu l'exploitation dudit Terrain. Il est ici précisé que l'impôt foncier sera acquitté par le Concessionnaire.

7) Il prendra à sa charge tous les risques afférents à l'exploitation, risques contre lesquels il sera assuré auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable et justifiera de l'acquittement des primes des polices souscrites à première demande du Concédant.

8) Il sera substitué de plein droit au Concédant pour tous les différends ou litiges qui pourraient survenir avec tous tiers, voisins, commerces, administrations publiques ou privées, à propos de l'exploitation du Terrain ou de ses effets, de façon que le Concédant ne soit jamais inquiété à ce sujet, le Concessionnaire garantissant le Concédant contre tous recours, toutes demandes, actions ou instances des tiers, voisins ou administrations.

9) Le Concessionnaire pourra édifier sur le Terrain, en se conformant aux règlements d'urbanisme s'il y a lieu, toutes constructions, installations fixes ou mobiles nécessaires à son exploitation ou à toutes industries qu'il sera appelé à créer, soit pour faciliter son exploitation soit pour la développer, soit pour la compléter.

10) Le Concédant autorise le Concessionnaire à céder en totalité ou en partie les droits que lui confèrent les présentes à l'une des sociétés du groupe auquel il appartient.

    Le Concessionnaire est également autorisé par le Concédant à faire apport des droits résultant des présentes à toute société ou personne morale, crée ou à créer, de quelque forme qu'elle soit, à charge pour elle de satisfaire aux diverses conditions des présentes conventions sous réserve que ladite société ou personne morale appartienne au même groupe que lui ou soit une société commune avec le Concédant ou un groupement commun, quel qu'en soit la forme juridique, formé avec le Concédant.

11) Un an au plus tard après la fin de la procédure de cessation définitive d'activité et sans que cette occupation ne donne droit au versement d'une indemnité d'occupation, le Concessionnaire devra avoir :

    11.1) procédé à l'enlèvement de ses approvisionnements, matériaux en stock, machines, matériels, installations et aménagements.

    11.2) remis en état le Terrain à ses frais conformément à l'arrêté préfectoral qui lui aura été délivré et obtenu le procès-verbal de récolement de l'Administration constatant la bonne exécution de la remise en état du Terrain.

    Sous réserve de la bonne remise en état par le Concessionnaire du Terrain conformément à l'arrêté préfectoral et selon le calendrier ci-dessus, le Concédant reprendra possession du Terrain en l'état. A défaut de restitution et de libération du Terrain dans les temps et conformément à l'arrêté préfectoral, le Concessionnaire sera redevable de l'indemnité d'occupation prévue à l'article 6 ci-dessus.

12) En application des dispositions de l'arrêté préfectoral ou de toute autorisation permettant le réaménagement complet du site, le Concessionnaire pourra apporter et mettre en remblai, sur le Terrain, des matériaux inertes. La redevance de remblaiement prévue à l'article 9.2 rémunère le Concédant des éventuels apports de matériaux inertes.

DS ET Paraphe GG

A ce titre, le Concessionnaire s'engagera à n'apporter sur le Terrain que des remblais ayant la qualité de déchets inertes au sens de l'article R 541-8 du Code de l'environnement.
Les travaux de remblayage du terrain objet des présentes seront réalisés sous la responsabilité du concessionnaire, avec tous matériels et installations qu'il jugera nécessaire.

8.2 Concernant le CONCÉDANT :

Le présent Contrat est conclu sous les charges et conditions ordinaires et de droit en pareille matière, notamment sous celles suivantes que le Concédant s'oblige à bien et fidèlement exécuter à peine de tous dépens et dommages-intérêts.

Le Concédant entend s'engager tant en son nom personnel qu'au nom de ses ayants droit. Le Concédant étant une personne morale, sa dissolution ne mettra pas fin au Contrat, la charge en incombera à son successeur et en cas d'absence de successeur, solidairement aux personnes qui seront ses associés au jour de la dissolution.

1. Si tant est que son texte respecte les stipulations du Contrat et les prescriptions tant légales, règlementaires que normatives le Concédant s'engage à consentir au dossier de demande d'autorisation environnementale qui sera déposé par le Concessionnaire pour l'obtention de l'arrêté préfectoral ainsi qu'au plan de réaménagement qui sera proposé par le Concessionnaire. De même, il ne pourra s'opposer aux différentes mesures administratives qui pourraient être prises sur le terrain objet des présentes.

2. Le Concédant ne garantit pas le Concessionnaire et par conséquent décline toute responsabilité dans les cas suivants :

a) en cas de vol, cambriolage ou autres actes délictueux ou d'incivilité et généralement de troubles apportés par des tiers par voie de fait ;

b) dans le cas où le Terrain serait inondé ou envahi par les eaux pluviales ou autres, éboulement, etc... le Concessionnaire devra faire son affaire personnelle des cas ci-dessus et généralement de tous autres cas fortuits et imprévus, sauf son recours contre qui de droit, en dehors du Concédant ;

c) en cas de présence sur le Terrain de personne(s) non-autorisée(s) par lui.

3. Les frais liés à la libération du terrain occupé par le fermier titulaire d'un bail à ferme seront à la charge du Concessionnaire. Le Concédant s'engage ainsi à garantir au Concessionnaire qu'au jour de la prise d'effet du Contrat, le Terrain sera libre de toute occupation ou de toute exploitation agricole.

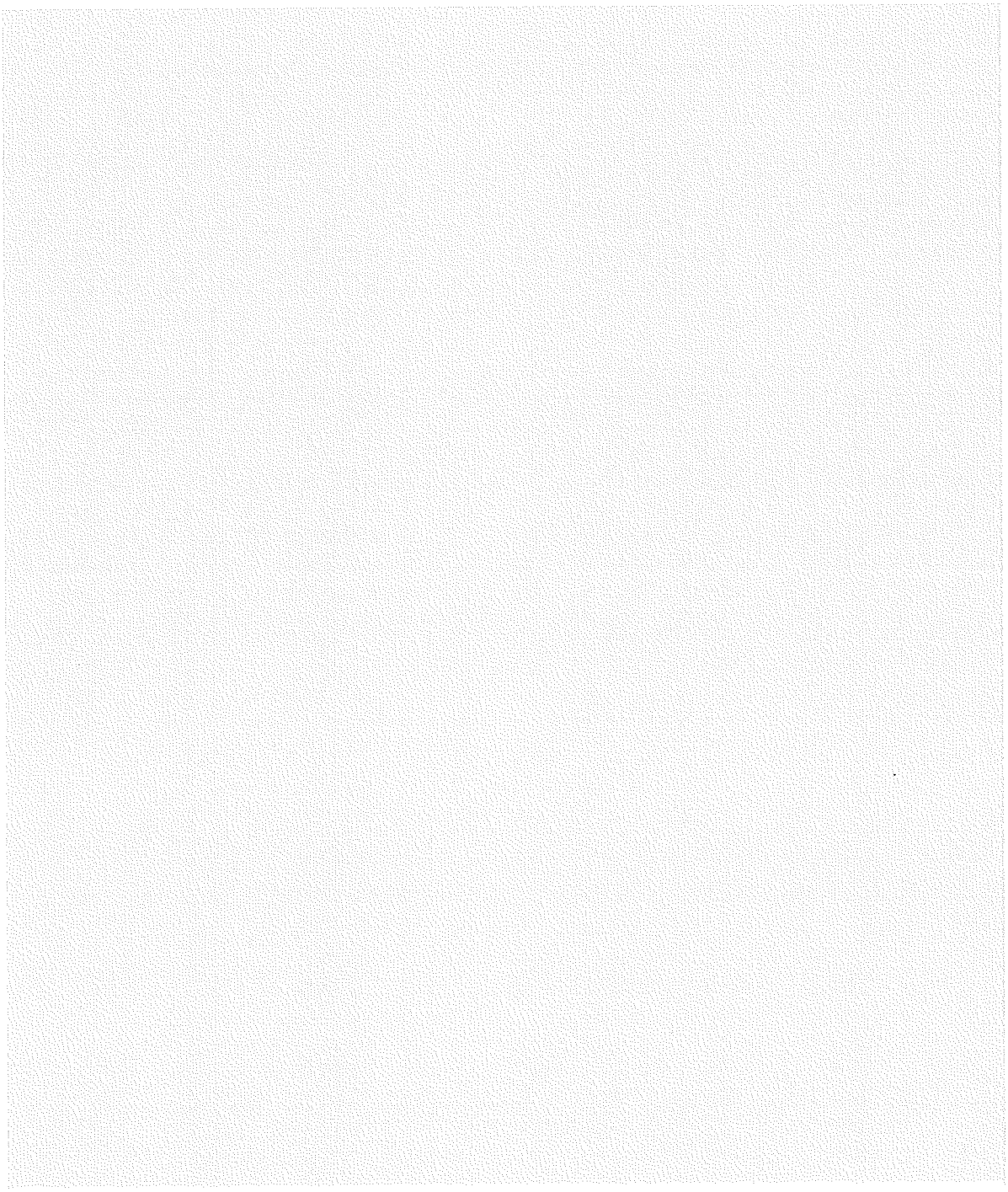
4. Le Concédant s'engage à ne consentir aucun droit ou servitude sur le Terrain, pendant toute la durée du Contrat.

5. De manière générale, il s'oblige à ne rien faire qui puisse empêcher l'exécution du présent Contrat.

DS Paraphe

Docusign Envelope ID: FB3F4112-7669-4FA7-8189-7B36C4CD1B44

ARTICLE 9. REDEVANCES



ARTICLE 10. REVISION

Les redevances fixées à l'article 9 seront révisées annuellement et pour la première fois le jour anniversaire du premier règlement par application de la formule suivante :

P = P° x (GRA / GRA °)

Dans laquelle :
P = Prix révisé

DS ET Paraphe GG

P° = prix initial
GRA = dernier indice GRA connu publié dans le supplément "cours et indice" du moniteur du bâtiment et des TP à la date de chaque révision
GRA° = indice de base ci-dessus connu et publié à la date de signature des présentes.
Dernier indice connu: Soit Juillet 2024 : 128,5.

Si l'indice choisi cessait d'être publié, il sera remplacé de plein droit par celui qui lui sera substitué administrativement, en appliquant le coefficient de raccordement établi à cet effet par les pouvoirs publics. A défaut de fixation administrative d'un indice de remplacement, un nouvel indice sera déterminé par les Parties ou, à défaut d'entente entre elles, par voie d'arbitrage ou judiciaire.

ARTICLE 11. CONDITIONS SUSPENSIVES

La présente concession de droit d'exploitation est consentie et acceptée sous les conditions suspensives suivantes, stipulées dans l'intérêt du Concessionnaire :

1- Que la note de renseignements d'urbanisme et l'état hypothécaire concernant le Terrain ne révèlent aucune servitude ou inscription de nature à remettre en cause le projet,

2- Que les règles et documents d'urbanisme soient compatibles avec l'activité du Concessionnaire. Dans le cas où une révision ou une modification du document d'urbanisme serait nécessaire, le présent Contrat restera valable jusqu'à l'aboutissement de ces procédures administratives particulières,

3- Que le Concessionnaire obtienne un arrêté préfectoral définitif d'autorisation d'exploiter la carrière purgé de tout recours, au sens de l'article L. 515-1 du code de l'environnement, que constitue le terrain objet des présentes, que cet arrêté ne soit pas soumis à des prescriptions particulières, participations financières ou aménagements extérieurs au terrain, non conformes au dossier de demande d'autorisation d'exploiter.

Le Concessionnaire s'engage à déposer un dossier complet et recevable de demande d'autorisation environnementale dans un délai d'un an suivant l'approbation du plan local d'urbanisme rendant les parcelles exploitables pour le Concessionnaire.

4- Que le Concessionnaire obtienne toutes les autorisations annexes mais nécessaires à la bonne et complète exploitation du gisement : permis de construire, autorisation de défrichement, autorisation de déplacer et/ou de détruire une espèce ou un milieu protégé, autorisation de réaliser un captage d'eau, déclassement et/ou aliénation d'un chemin ou d'une voie, autorisation de travaux sur voirie, autorisation de mise en place de servitudes d'urbanisme et que ces autorisations soient purgées du recours des tiers.

Ces conditions suspensives devront avoir été réalisées au plus tard au terme de la 5ème année qui suit la date de signature des présentes, sauf prolongation selon accord des Parties.

A défaut, le Contrat sera résilié sans faute et sans qu'aucune indemnité ne soit due de part ni d'autre, sauf accord contraire des Parties.

Ces conditions étant stipulées dans l'intérêt du Concessionnaire, ce dernier aura seul la faculté d'y renoncer à tout moment, y compris après défaillance, par dérogation à l'article 1304-4 du code civil, sous la condition d'y renoncer au plus tard avant la date d'échéance de réalisation des conditions suspensives.

Pendant le temps qui précédera la réalisation des conditions suspensives ci-avant énoncées et la signature des présentes, le Concédant s'interdit de conférer ou laisser acquérir sur le Terrain un droit personnel ou réel qui empêcherait le Concessionnaire d'obtenir la réalisation des présentes.

DS ET Paraphe GG

ARTICLE 12. ENGAGEMENTS RECIPROQUES

ARTICLE 13. DECLARATIONS

Le concédant déclare :

- qu'il est régulièrement propriétaire du bien objet des présentes et il s'oblige à fournir tous titres et pièces pour l'établissement de l'origine de propriété,
- que rien ne peut limiter sa capacité pour l'exécution des engagements qu'il prend,
- que le terrain est occupé par un exploitant agricole, le concessionnaire faisant son affaire d'indemniser le fermier selon les us et coutumes de la profession agricole.
- que le terrain ne fait pas l'objet d'une procédure tendant à son expropriation totale ou partielle ;
- que le terrain n'est grevé d'aucune hypothèque,
- qu'il n'existe à ce jour aucune action ou litige en cours pouvant porter atteinte au droit de propriété,
- que rien ne s'oppose à la signature du présent Contrat et à la jouissance du Terrain par le Concessionnaire,
- ne pas avoir personnellement exploité une installation soumise à autorisation sur le Terrain,
- ne pas connaître l'existence de déchets considérés comme abandonnés,
- qu'il n'a pas reçu de l'administration en sa qualité de "détenteur", aucune injonction de faire des travaux de remise en état du Terrain,
- qu'il ne dispose pas d'information lui permettant de supposer que les lieux ont supporté, à un moment quelconque, une installation classée ou, encore, d'une façon générale, une installation soumise à déclaration.
- qu'à sa connaissance :
    - l'activité exercée dans le Terrain n'a pas entraîné la manipulation ou le stockage de substances chimiques ou radioactives visées par l'article L 514-20 du Code de l'environnement,

DS ET Paraphe GG

- le Terrain n'est frappé d'aucune pollution susceptible de résulter notamment de l'exploitation actuelle ou passée ou de la proximité d'une installation soumise à autorisation,
- il n'a jamais été déposé ni utilisé sur le Terrain ou enfoui dans celui-ci de déchets ou substances quelconques telles que, par exemple, amiante, polychlorobiphényles, polychloroterphényles directement ou dans des appareils ou installations pouvant entraîner des dangers ou inconvénients pour la santé ou l'environnement,
- il n'a jamais été exercé sur le Terrain d'activités entraînant des dangers ou inconvénients pour la santé ou l'environnement (air, eaux superficielles ou souterraines, sols ou sous-sols par exemple),
- il ne s'est pas produit d'incident ou accident présentant un danger pour la sécurité civile, la qualité, la conservation ou la circulation des eaux.

ARTICLE 14. SUSPENSION DU CONTRAT

Si les autorisations délivrées pour l'exploitation de la carrière, venaient à faire l'objet d'un recours de tiers ou d'une décision de l'administration de quelque nature que ce soit, l'exécution du présent Contrat sera également suspendue, y compris le versement de toute redevance, pour une durée équivalente, si l'exploitation de la carrière venait à être effectivement interrompue en partie ou en totalité sur le terrain objet des présentes.

ARTICLE 15. COMMUNICATION

Le présent Contrat ne confère aucun droit de propriété ou d'exploitation sur les marques, dénominations, sigles, logos, couleurs, graphismes ou autres signes distinctifs du Concessionnaire au Concédant. Toutefois, le Concédant peut faire librement référence au Concessionnaire à titre de référence commerciale. Le Concédant s'interdit de communiquer aux tiers, par quelque moyen que ce soit et pour quelque cause que ce soit, sauf obligation légale, le Contrat ainsi que divulguer toute information y étant relative et plus généralement toute information relative à l'exploitation dont il prendrait connaissance en cours d'exécution du Contrat.

ARTICLE 16. DEVOIR D'INFORMATION DU CONCÉDANT

Le Concédant déclare avoir porté à la connaissance du Concessionnaire, en application de l'article 1112-1 du Code civil qui impose aux parties un devoir précontractuel d'information, l'ensemble des informations dont il dispose ayant un lien direct et nécessaire avec le contenu du présent Contrat, et dont l'importance pourrait être déterminante de son consentement.

Le Concédant reconnaît être informé qu'un manquement à ce devoir serait sanctionné par sa responsabilité avec possibilité d'annulation du Contrat s'il a vicié le consentement du concessionnaire.

ARTICLE 17. FRAIS

Les frais, droits et émoluments des présentes sont à charge du Concessionnaire en ce compris les frais visés à l'article 18.

ARTICLE 18. ENREGISTREMENT - PUBLICATION

Le Concessionnaire procèdera à ses frais à l'enregistrement des présentes.

DS ET Paraphe GG

ARTICLE 19. PACTE DE PREFERENCE

Pendant toute la durée du Contrat, le Concédant ne peut aliéner tout ou partie du Terrain au profit d'une société tiers au groupe auquel il appartient sans avoir proposé au préalable au Concessionnaire d'acquérir la partie ou le Terrain qu'il met en vente.

Dans ce cas, le Concédant devra notifier sa proposition au Concessionnaire par courrier recommandé avec accusé de réception, et ce dernier aura la préférence pour acquérir le Terrain ou la partie du Terrain faisant l'objet de la vente. Le Concessionnaire disposera d'un délai de quinze jours à compter du jour de la réception du courrier pour indiquer au Concédant qu'il souhaite se porter acquéreur.

Dans ce cas, les Parties négocieront de bonne foi un contrat de vente du Terrain ou des parcelles mises en vente.

Si le Concessionnaire décide de ne pas se porter acquéreur, le Concédant pourra céder le Terrain ou la parcelle du Terrain qu'il entend vendre à qui que ce soit sous réserve que l'acquéreur s'engage expressément à assurer la poursuite du Contrat.

Le Concédant s'engage à ce titre à ne céder tout ou partie du Terrain que sous condition de la signature concomitante d'un avenant au présent Contrat tenant à la substitution des Concédants.

ARTICLE 20. CONFIDENTIALITE

Les termes du présent Contrat ainsi que les informations inhérentes sont strictement confidentiels. A ce titre, les Parties s'engagent à ne pas divulguer d'elles-mêmes les informations confidentielles ainsi qu'à tout mettre en œuvre afin d'empêcher l'accès de ces informations à des tiers sauf dans l'hypothèse où la divulgation de ces informations a pour objet de réaliser des demandes d'autorisations administratives nécessaires à la réalisation des présentes.

ARTICLE 21. LITIGE

Le présent Contrat est régi par le droit français. Tout différend survenant entre les Parties quant à l'interprétation, l'exécution ou l'inexécution ou encore la résiliation pour quelque raison que ce soit du présent Contrat devra d'abord faire l'objet d'une négociation à l'amiable entre les Parties introduit par courrier transmis dans le cadre du présent article en recommandé avec accusé de réception.

A défaut de solution amiable dans un délai de soixante (60) jours calendaires à compter de la date de réception du courrier faisant grief, le différend sera porté devant les tribunaux dans le ressort desquels se situent le Terrain, même en cas de demande incidente, d'appel en garantie ou de pluralité de défendeurs, à la requête de la Partie la plus diligente.

ARTICLE 22. ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les Parties font élection de domicile en leur demeure et siège social respectifs sus indiqués.

DS ET Paraphe GG

Docusign Envelope ID: FB3F4112-7669-4FA7-8189-7B36C4CD1B44

ANNEXES :

1 - Plan cadastral

Fait à LOYETTES, le 30 novembre 2024

En 3 exemplaires, dont un pour l'enregistrement,

Pour le Concédant

DocuSigned by:
Eric Thieulot
70A1AA23E5244E4...

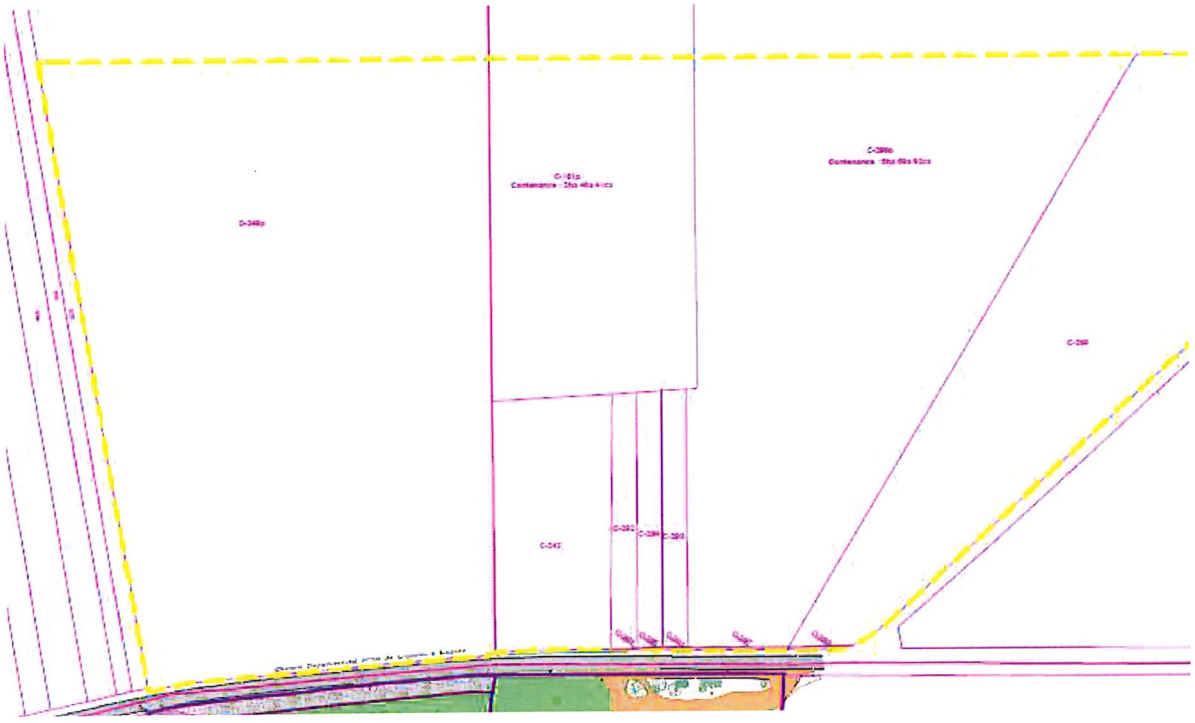
Granulats Vicat
Le Directeur Général
Eric THIEULOT

Pour le Concessionnaire

Signé par :
Guillaume GERBAUD
BDE14DFE92F84A6...

Carrières et Matériaux Sud-Est – CMSE
Le Président
Guillaume GERBAUD

ANNEXE :



DocuSigned by:
Eric Thiculot
70A1AA23E5244E4...

Signé par :
Guillaume GERBAUD
BDE14DFE92F84A6...

Docusign Envelope ID: 92E94FD0-6C26-4C9A-BC09-8A8AB668C802

AVENANT n° 1 au CONTRAT DE FORTAGE SOUS CONDITIONS SUSPENSIVES

du 30 novembre 2024

ENTRE LES SOUSSIGNES :

GRANULATS VICAT, société par actions simplifiée au capital de **6 087 696.00 euros** dont le siège social est à L'ISLE-D'ABEAU (38080) 4, rue Aristide Berges, immatriculée au RCS de Vienne sous le numéro 768 200 255, représentée par son Directeur Général Monsieur Eric THIEULOT.

DENOMMEE CI-APRES LE "CONCÉDANT" OU LE "PROPRIETAIRE"

d'une part,

ET

NEXSTONE, société par actions simplifiée au capital de 19 344 859,00 euros, dont le siège social est à PARIS (75015), 1, rue du Colonel Pierre AVIA, immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 537 433 187, représentée par son Directeur Général Délégué pour le Territoire Sud-Est, Monsieur Guillaume GERBAUD.

DENOMMEE CI-APRES LE "CONCESSIONNAIRE"

d'autre part,

Le Propriétaire et le Concessionnaire sont ci-après individuellement dénommés **la** « **Partie** » et conjointement désignés **les** « **Parties** ».

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

Par contrat de foretage du 30 novembre 2024, la société Granulats VICAT a donné à la société CMSE le droit exclusif d'extraire ainsi que de disposer de tout matériaux pouvant se trouver sur le terrain désigné à l'article 2 du contrat.

Six parcelles constituent le Terrain, parmi lesquelles les parcelles cadastrées section C parcelles n° 243, 290, 292 et 294. Les surfaces de ces parcelles mentionnées au contrat de foretage différent de celles mentionnées sur les relevés de propriété. Le tableau suivant retrace ces différences :

DS ET

Paraphe GG

Docusign Envelope ID: 92E94FD0-6C26-4C9A-BC09-8A8AB668C802

Section	Lieudit	N°	Superficie du contrat du 30 11 2024	Superficie des relevés de propriétés	Différence de surface
C	LA MIERE	161 pp.	2 ha 46 a 41 ca	2 ha 46 a 41 ca	0
C	LA MIERE	243	1 ha 05 a 46 ca	1 ha 06 a 64 ca	- 1 a 18 ca
C	LA MIERE	292	23 a 01 ca	22 a 73 ca	+ 28 ca
C	LA MIERE	294	21 a 97 ca	22 a 59 ca	- 62 ca
C	LA MIERE	290	23 a 43 ca	22 a 99 ca	+ 44 ca
C	LA MIERE	296 pp.	5 ha 69 a 92 ca	5 ha 69 a 92 ca	0
TOTAL			9 ha 90 a 20 ca	9 ha 91 a 28 ca	- 1 a 08 ca

Depuis le 1er janvier 2025, dans le cadre d'une opération de fusion absorption destinée à réorganiser les filiales matériaux de COLAS France, la société NEXSTONE SAS, immatriculée sous le numéro 537 433 182 au R.C.S. de Paris, est venue au droit de la société CMSE et a transféré son siège social à 1 rue du Colonel Pierre AVIA 75015 PARIS.

Ceci étant rappelé il est convenu ce qui suit :

Article 1

Compte tenu de la fusion par absorption de la société CMSE au profit de la société NEXSTONE, les Parties conviennent que tous les droits et obligations du CONTRAT DE FORETAGE DU 30 novembre 2024 sont transférés à la société NEXSTONE à compter rétroactivement du 1er janvier 2025.

Article 2

La Parties conviennent de substituer au tableau figurant à l'article 2.1 du contrat de foretage du 30 novembre 2024 le tableau suivant :

Section	Lieudit	N°	Superficie
C	LA MIERE	161 pp.	2 ha 46 a 41 ca
C	LA MIERE	243	1 ha 06 a 64 ca
C	LA MIERE	292	22 a 73 ca
C	LA MIERE	294	22 a 59 ca
C	LA MIERE	290	22 a 99 ca
C	LA MIERE	296 pp.	5 ha 69 a 92 ca
TOTAL			9 ha 91 a 28 ca

DS ET

Paraphe GG

Docusign Envelope ID: 92E94FD0-6C26-4C9A-BC09-8A8AB668C802

Article 3

Toutes les autres dispositions du contrat de foretage du 30 novembre 2024 demeurent inchangées.

Fait à Loyettes, le 15 avril 2025, en deux exemplaires,

Pour le Concédant	Pour le Concessionnaire
DocuSigned by: Eric Thieulot 70A1AA23E5244E4...	Signé par : Guillaume GERBAUD BDE14DFE92F84A6...
Granulats VICAT	NEXSTONE
Le Directeur Général	Le Directeur Général Délégué
Eric THIEULOT	Guillaume GERBAUD